

2022

ANNALES

HGGMC

CONCOURS
ECRICOME
PREPA

VOIE ÉCONOMIQUE ET
COMMERCIALE

VOIE SCIENTIFIQUE

SOMMAIRE

ESPRIT DE L'ÉPREUVE	PAGE 3
SESSION 2022.....	PAGE 4
PRINCIPES DE NOTATION	
SUJET 1	PAGE 6
SUJET 2	PAGE 9
PROPOSITION DE CORRIGÉ	
SUJET 1	PAGE 12
SUJET 2	PAGE 30

ESPRIT DE L'ÉPREUVE

Au fil des années, l'épreuve de géopolitique au concours ECRICOME s'est bâtie autour d'une originalité désormais installée et que l'on retrouvera dans les épreuves de la session 2023 :

- 1. Le choix de 2 sujets** qui doivent permettre d'offrir au candidat un sujet assez généraliste (souvent articulé sur les programmes de première et deuxième année) et/ou un sujet souvent plus régionalisé au cœur des grands enjeux géopolitiques contemporains. Une question ou le sens donné par le libellé du sujet invite à une approche personnelle d'un des grands débats de géoéconomie et de géopolitique au programme.
- 2. Le choix d'un sujet associé à une carte à commenter**, chaque exercice étant noté séparément (15 pour le devoir et 5 pour la carte). Désormais ce commentaire sera balisé par 3 questions au cœur des enjeux de la carte et un des deux sujets comportera des documents statistiques avec également 3 questions pour leur donner sens.
- 3. La volonté de maintenir la carte comme document d'appui** (en lieu et place de la carte de synthèse proposée à d'autres concours) sur laquelle les candidats vont exercer leur sagacité, témoigner de leur capacité à aller à l'essentiel, valoriser leur sens critique et affirmer leur aptitude à dégager la portée d'un document.
- 4. En 4 heures le jury s'attend donc :**
 - À une copie qui montre mais surtout démontre.
 - À un raisonnement qui hiérarchise les faits, relativise les données brutes, compare et pondère des jugements souvent proches de clichés (les dégâts du journalistique).
 - À un devoir où les exemples sont choisis, synthétisés et actualisés, évitent le récitatif de cours et sont mis en perspective.
 - À une rédaction qui accepte un contrat initial : 30 fautes notation sur 10 et non sur 15 du devoir.
 - À la mobilisation de toutes les composantes de la matière c'est-à-dire une dimension historique, spatiale, géopolitique et économique.
 - À une utilisation personnelle de la chronologie (lorsqu'elle figure dans l'énoncé du sujet) sans la paraphraser, sans l'intégrer forcément dans sa totalité, sans oublier de la compléter, ni de dégager les points sur lesquels la chronologie dans ses choix de dates voulait attirer l'attention du candidat.

Finalement cette épreuve est un moyen original, spécifique aux concours de la Banque ECRICOME pour classer et sélectionner les bons candidats cultivés, débatteurs, ouverts sur l'actualité, et capables de rédiger et surtout de démontrer !

SESSION 2022

- La session 2022, session ultime, avant les inflexions imposées par le nouveau programme et les nouveaux recrutements, était donc **une sorte de fin de cycle** pour des épreuves désormais classiques à ECRICOME : 2 sujets de dissertation dont l'un est accompagné d'un commentaire d'une ou de deux cartes de géopolitique avec généralement une couverture du programme de première et deuxième année. L'occasion est donc offerte de faire un bilan des épreuves, de leur perception, d'engager des évolutions, de confirmer certains engagements, et d'évaluer le rôle de notre discipline dans la sélection des candidats.
- **Les deux sujets ont été choisis en respectant à la lettre les fondamentaux de l'épreuve**, tels que conçus par ECRICOME : un sujet portant sur le programme de première année : « le nucléaire dans les relations internationales » et un sujet plus régional sur le « Pacifique : de nouvelles réalités stratégiques » au cœur du programme de deuxième année.
- **Avec 11,19 de moyenne générale et un écart type de 3,76** ces deux sujets auront permis de classer les candidats, de valoriser les efforts consentis durant la préparation, et souvent de plébisciter d'excellentes copies (de 16 à 20 dont 16 copies notées 20 sur 20) qui témoignent de l'intérêt pour la matière et de l'efficacité de la formation reçue.

❖ **Quelques remarques sempiternelles :**

- **La correction de la langue** pose une nouvelle difficulté : les fautes d'orthographe ne sont pas pires que dans les sessions précédentes, ce qui est notable cette année ce sont **des erreurs sur le sens des mots** utilisés ou sur des expressions peu courantes mais méconnues qui pourraient prêter à sourire si elles ne dénotaient pas une fréquentation rare de textes exigeants. Ce qui est inquiétant pour des étudiants qui préparent un concours exigeant (exemples : « *veulent en fer la mer de tous les dangers* » / « *antagoniser* » / « *la concatération des océans* » / « *le retirement des troupes* »).
- **La géopolitique exige une maîtrise des termes et de la chronologie** ; il y a des « *masses de granit* » en termes de dates : lire des propos comme « les bombardements japonais en juillet 1945 », « *le coup de fil entre le « kremelin » (sic) et la maison blanche* », la « *Corée du Nord pays de monarchie constitutionnelle et de régime parlementaire* » ne permettent pas, selon l'échelle de l'erreur, de franchir un certain seuil de notation.
- **Il est également regrettable que de nombreux candidats, au lieu de définir les termes du sujet, commencent à y répondre** (et donc à argumenter) en introduction. On rappelle à nouveau que l'on apprécie les copies qui manient avec finesse quelques références historiographiques (trop peu présentes dans le développement).

- **Rendre 16 pages n'a aucun intérêt** s'il s'agit de délayer et de rendre une copie raturée, mal rédigée et bourrée de fautes d'orthographe. Sans être un impératif catégorique comme pour le commentaire de cartes, la limite de 8 pages devrait naturellement s'imposer aux candidats gage de clarté, de synthèse, d'efficacité de la démonstration, et de mobilisation des correcteurs !
- **Les meilleures copies pensent à articuler le sujet avec les cartes.**

Une session qui interpelle le futur

Sans entrer dans le détail des inévitables inflexions de l'épreuve liée aux réformes en cours horizon session 2023, on peut déjà dire que la réflexion collective devra porter sur :

- **La chronologie et son amplitude** : éternelle question de la valorisation des candidats qui font l'effort de mémoriser un cadre chronologique alors que d'autres pillent la chronologie adossée au sujet sans vergogne et sans discernement.
- **Le commentaire de carte qui sera repositionné par 3 questions** ciblées pour mettre en valeur des articulations attendues du commentaire.
- **La cohabitation de deux sujets en visant à bien les distinguer** avec pour l'un une carte et l'autre un appareil statistique sobre et très accessible, les deux nécessitant un commentaire guidé par 3 questions précises.
- **La formulation fréquente des sujets sous forme interrogative**, afin que le candidat puisse réfléchir par lui-même, s'extirper de corrigés préfabriqués, et témoigner d'une originalité. Mais n'anticipons pas, « *que cent débats fleurissent* » pour deux objectifs :
 - Valoriser notre discipline qui permet aux futurs cadres de comprendre le monde actuel.
 - Continuer à faire de cette épreuve un des filtres efficaces pour sélectionner des candidats opérationnels, pragmatiques, clairs, en phase avec l'actualité, cultivés, synthétiques, et en tout état de cause capables de distinguer l'utile du futile et d'être réactifs... bref on l'aura compris, de bons candidats pour intégrer les Écoles de la Banque ECRICOME.

PRINCIPES DE NOTATION

Sujet N° 1 : Le nucléaire dans les relations internationales

Le sujet 1 n'a attiré que 30 % des candidats malgré une chronologie dense, balayant quelques aspects du nucléaire civil et militaire et les enseignements reçus (guerre froide, énergie, relations Est ouest, émergences de complexes militaro industriels, guerres d'hier et d'aujourd'hui).

Les correcteurs se devaient de valoriser :

1. Les étudiant(e)s qui ont privilégié le nucléaire militaire et ont limité le nucléaire civil aux seules relations internationales, aux transferts de technologies et à leurs implications souvent militaires (cf. Irak ou Iran) un plus à ceux qui auront su introduire des liens entre la perception de l'atome civil et de l'atome militaire (cf. le corrigé).
2. Ceux qui n'auront pas abusé de l'actualité récente (le retour du nucléaire au cœur de la guerre russo-ukrainienne) et auront donné une épaisseur historique à leurs copies depuis 1945.
3. Ceux qui ont su maîtriser le tempo et le contenu quelque peu erratique des négociations de désarmement effleurées par la chronologie.
4. Ceux qui auront bien inventorié les puissances nucléaires installées, mais aussi celles qui ont pu y accéder et y ont renoncé, celles qui s'y consacrent aujourd'hui hors traité de non-prolifération en évaluant le jeu et l'efficacité des sanctions ou des pressions pour éviter toute dissémination.
5. Ceux qui ont pu évoquer sans être des spécialistes les stratégies à l'aval du nucléaire militaire, leurs diversités, et expliciter le pourquoi de la dissuasion nucléaire.
6. Ceux qui ont su correctement mettre en place le couple stabilité instabilité legs du nucléaire militaire et du rapport à l'Histoire de l'arme atomique.
7. Ceux qui auront tenté de saisir l'importance du bloc de croissance que représente le nucléaire au travers du complexe militaro industriel, de l'industrie nucléaire des opportunités pour maîtriser l'amont uranium naturel au Niger par exemple.
8. Ceux qui n'auront pas oublié l'orthographe. Il faut revenir à de dures pénalités pour des copies à plus de 30 fautes ne pas hésiter à noter sur 10 dans ce sujet sans carte.
9. Ceux qui n'auront pas eu recours à des déballages sur le nucléaire énergie verte, durable, alternative aux énergies fissiles. La Cop 26 fait certes partie des relations internationales mais le mix énergétique recommandé n'était pas au cœur du sujet.
10. Ceux qui auront bien utilisé la chronologie et les exemples de transferts technologiques cités avec un bonus pour ceux qui auront avec vivacité sinon virulence dénoncé l'erreur bien involontaire d'un virus Stuxnet israélien attaquant non pas comme indiqué les centrales israéliennes mais iraniennes !

Ce sujet a valu aux 26 correcteurs mobilisés :

- Des copies de bonne facture, assurant une moyenne globalement supérieure à celle du deuxième sujet de plus d'un demi-point.

- Des copies d'excellente facture témoignant parfois d'une véritable passion des candidats pour le nucléaire militaire et d'un bon travail à l'amont.
- Des copies opportunistes, mobilisant l'actualité la plus récente des armes stratégiques nucléaires dont Vladimir Poutine menace ceux qui s'opposent à « l'opération militaire spéciale » déclenchée le 24 février 2022 en Ukraine ou les gesticulations balistiques de Kim Jong un (encore le 5 juin dernier) toujours soucieux d'alimenter la gazette de sa rupture avec l'accord de non-dissémination de l'arme nucléaire signé aujourd'hui par 189 États.
- Des copies indigentes où le nucléaire civil n'a pas su trouver sa place, ni le débat sur le nucléaire, énergie verte, énergie durable lui valant des subventions de l'UE et effaçant un peu les péchés originels de cette énergie réhabilitée par le dérèglement climatique. Même reproche à des copies faisant l'impasse sur les stratégies nucléaires : quelles sont les doctrines d'utilisation de l'arme ? Quelle est l'utilité stratégique de l'arme ? L'expression parapluie nucléaire n'a pas souvent été mobilisée. On peut regretter le recours à des références très classiques, alors que l'on attendait un des auteurs de référence au choix (Bruno Tertrais, Pascal Drouhaud, Benoît Pélopidas, Thérèse Delpech, Clément Therme, Barthélémy Courmont, etc.), tels ou des citations (« Le nucléaire est une énergie de l'avenir qui appartient au passé », Amory Lovins, écologiste américain ou « Le problème aujourd'hui n'est pas l'énergie atomique, mais le cœur des hommes », Albert Einstein ou Benoît Pélopidas « la dissuasion nucléaire est un pari sur la peur et la chance »). Des notions et concepts (pays du seuil, enrichissement, vecteurs, etc.) n'ont pas été suffisamment exploités, ainsi que des accords caducs ou non (FNI, accords de Minsk, SALT, SART, New START, etc.), et des structures (AIEA, etc.). Des analyses attendues et donc bienvenues (dissuasion du faible au fort, arme de non-emploi, tactique/stratégie, sanctuarisation, embargos, limitation/réduction, CTBT et FMCT, arsenaux, etc.) ont été rares.
- Des copies manquant de rythme chronologique et où les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima volontairement exclues des dates présentées ont été oubliées. Un manque d'ancrage historique et temporel (que ne masquait pas toute paraphrase de la chronologie), a débouché sur peu de références à la Seconde Guerre mondiale et à la guerre froide et une lente dérive qui consistait à n'envisager que la situation post-bipolaire en occultant les héritages et en surdéveloppant les épisodes récents ukrainiens comme tous les militaires invités sur les plateaux de TV... La difficulté majeure a résidé dans la définition de « dans les relations internationales » souvent absentes, et dans la justification des bornes temporelles, souvent absente elle aussi alors que la précieuse chronologie était un garde-corps.
- Des copies peu soucieuses d'examiner le bloc de croissance lié au nucléaire au cœur du complexe militaro industriel et de la démarche de souveraineté économique, d'émergence, d'indépendance. L'énergie atomique s'inscrit dans un système techno politique fait de « flux, d'usines, de mines, de lignes électriques et de centrales » (Gabrielle Hecht) de là l'étonnement de ne pas voir les candidats faire des allusions au complexe militaro industriel, au bloc de croissance lié au nucléaire.
- **Enfin rares sont les candidats qui ont pu convoquer les 9 puissances détentrices du nucléaire**, celles qui ont contourné les accords de non-prolifération ou celles qui ont renoncé à la filière militaire nucléaire comme l'Afrique du Sud. Le nucléaire iranien a été rarement pris en compte avec les menaces du président Ahmadinejad contre Israël, la mise en place du plan de 2015 par l'administration Trump et ses résonances régionales face à Israël ou l'Arabie saoudite. L'actualité a fait défaut pour expliquer les démarches de Joe Biden et les évolutions de ce dossier.

- **Dans son ensemble l'articulation nucléaire civil et militaire a été défailante**, le plan chronologique a été mal exploité guerre froide pas au rendez-vous et R. Aron souvent absent dans sa formulation sobre « *paix impossible guerre improbable* » ou plus sophistiquée « *le terme même de dissuasion suggère une intention défensive ou négative au sens clausewitzien : l'arme nucléaire anéantit l'intention offensive de l'adversaire* ». Quelle surprise de voir que des événements comme Hiroshima et Nagasaki 1945 débouchaient sur des données chiffrées fantaisistes jusqu'à 3 millions de morts !

Osons dire que ce sujet a permis toutefois une bonne ventilation des notes et d'atteindre une moyenne de 11,5 et un écart type de 4 sans toilettage excessif des notes ! Mention spéciale pour l'élève qui a détecté la bavure de la chronologie du Stuxnet. L'essentiel étant de faire la différence ! On a valorisé des candidats qui ne se contentaient pas de la chronologie fournie pour évoquer le nucléaire indien (1974) mais évoquaient les essais de 1998... D'autres bien sûr ont été laissés-pour-compte quand dans la relation des faits, Hiroshima venait après le Vietnam et la Corée. Incroyable n'est pas prépa !

Sujet n° 2 : Le Pacifique : de nouvelles réalités stratégiques ?

Les correcteurs se devaient de valoriser :

1. **Les étudiant(e)s qui ont essayé de décrypter la notion de « nouvelles réalités stratégiques »** en expliquant surtout sur le passage du Pacifique à l'Indopacifique. Pour autant, on tiendra compte aussi de la capacité du candidat à restituer l'épaisseur de l'histoire car tant les États-Unis que la Russie, que le Japon n'ont pas attendu le XXI^e siècle pour défendre leurs intérêts dans la région et comme le souligne P. Grosser « *de Djibouti au Pacifique Sud en passant par « le collier de perles » imputé aux stratégies de Pékin, l'Indo-Pacifique relève de logiques et d'inquiétudes qui ne sont pas si nouvelles.* Les étudiants qui auront compris que les **réalités stratégiques se mesurent aujourd'hui à l'aune de cette nouvelle échelle Indopacifique et non plus seulement du Pacifique** seront bonifiés ! Même si la stricte limitation par le candidat du sujet au Pacifique paraît critiquable, ne tient pas compte de la carte et de la chronologie et, édulcore le sens de « nouvelle stratégie » il est demandé d'être compréhensif vis-à-vis de cette lecture possible du sujet.
2. **Ceux qui décrivent çà et là d'autres puissances que le couple sino-américain** important mais pas exclusif dans les rapports de force régionaux (UE et ses partenariats par exemple, Russie, Japon, Australie)
3. **Ceux qui auront su mobiliser des alliances ou convergences commerciales** fondamentales dans le sujet : le RCEP, AUKUS, TPP, Quad par exemple.
4. **Ceux qui ont communiqué des informations économiques plus ou moins précises sur les nouveaux pays industrialisés asiatiques, la Chine à 360 degrés, le Japon postcrise et l'Inde puissance décomplexée.**
5. **Ceux qui ont mobilisé des connaissances théoriques sur le basculement asiatique, les pivots asiatiques** (pas seulement américain mais russe, africain voire européen).
6. **Ceux qui ont bien utilisé la chronologie en insistant sur les nouvelles réalités stratégiques** (militarisation de la Chine et projection maritime, nouvelles priorités environnementales – Kiribati).
7. **Ceux qui ont renvoyé au commentaire de carte pour affiner les positions de la France** dans la nouvelle réalité géostratégique Indopacifique : les allers-retours documents / dissertation sont souvent une démarche pertinente.
8. **Ceux qui dans leurs exemples, leur accroche sont sortis des sentiers battus (cf. accroche sur les îles Salomon proposée en lieu et place de AUKUS).**
9. **Ceux qui auront su intégrer pleinement des objectifs autres que militaires et sécuritaires : environnement, solidarités, terrorisme, lutte contre la piraterie, culture...**
10. **Ceux qui ont épuré leur copie des scories orthographiques** auxquelles hélas nous sommes trop habitués.

- **Le deuxième sujet a été pris comme sujet refuge** par défaut ou par sécurité imaginaire (à cause de la carte). D'entrée, disons que le commentaire a été globalement peu réussi, et l'exercice appelle une mutation à la session 2023 qui conduira à poser des questions (3) sur la carte choisie. On regrette de ne pas avoir anticipé cette réforme, tant les commentaires sont fades et ne font que réécrire les légendes, et inventorier des installations françaises en Indopacifique sans leur donner sens. On aurait pu imaginer aider les candidats à réfléchir sur 3 de ces questions :
 - Quel peut être le rapport entre présence / puissance / influence ?
 - Ne s'agit-il pas d'un tableau auto satisfait au regard des sources (ministère des affaires étrangères) peu apte à critiquer ou à évaluer des rapports de force de façon ouverte ?
 - Quelles puissances étrangères sont susceptibles d'accompagner ou de contrer l'influence française ?
 - Y a-t-il une spécificité de la France dans son « soft power » à l'échelle de l'Indo Pacifique ?

En lieu et place on a souvent eu un **catalogue des outils de développement régional** d'ailleurs peu explicités (cf. AFD agence française de développement) de représentations (ambassades, consulats) un inventaire des forces armées avec un candidat militant interpellant la disparition du corps diplomatique programmée par E. Macron !

Les cartes ne sont ni croisées, ni confrontées, ni critiquées. Les critiques sont souvent exsangues quand ce ne sont pas des développements sur le choix des couleurs sans s'offusquer du bleu pour la mer toutefois !

- Le sujet lui-même est certes balisé par **des analyses parfois fines actualisées** (écho bienvenu des attentions chinoises sur les îles Salomon au grand dam de l'Australie) et nourries (la mer de Chine et les tensions sont bien répertoriées). On pourra regretter que le conflit sino-américain ait phagocyté l'analyse au détriment d'autres stratégies et acteurs comme le Japon, ou l'Australie et la Nouvelle Zélande, voire la Russie la dimension maritime passe donc au second plan (au mieux) au profit de l'étude des puissances (Chine, Japon, Taïwan, NPIA) et des rivalités entre Chine et États-Unis.
- **L'Indo-Pacifique est déjà considéré par les candidats comme le nouvel espace géopolitique** de confrontations. Cela nécessitait a minima, une démonstration sur la prise en compte des nouvelles exigences de l'Inde (l'Océan des Indiens), les nouvelles dynamiques des façades orientales de l'Afrique (intérêt stratégique du détroit d'Ormuz), les nouveaux rapports de force introduits par les routes de la soie et corridors chinois, routes terrestres ou maritimes.
- **« Nouvelles réalités stratégiques »** : beaucoup de problématiques portent sur le terme « nouvelles » ce qui est une bonne démarche mais qui demande de préciser l'ancienne réalité stratégique, ce qui est parfois oublié. *« Une stratégie en géopolitique suppose une action humaine finalisée et volontaire pour atteindre des objectifs impliquant des obstacles à surmonter et ce pour un territoire donné. Elle suppose d'engager des moyens variés et surtout adaptés pour atteindre ces objectifs »* (A. Battistoni : Tout comprendre à la géopolitique Dunod 2022)
 La stratégie, lorsqu'elle est définie, suppose un but mais les candidats oublient de préciser la finalité de ces relations, ce qui donne souvent des catalogues d'actions.
- **L'économie est souvent malmenée** au profit du militaire et peu de candidats ont su échapper aux clichés sur le vol d'oies sauvages de Akamatsu (dont ils ne relaient pas le caractère fascisant dans les années trente) l'hypertrophie des alliances (qui devait aller plus loin qu'un « name dropping » de sigles (RCEP partenariat économique régional et global, IPEF indo-pacific economic framework dernier né du voyage en mai 2022 de Joe Biden après une réunion du

Quad à Tokyo) sans penser aux convergences économiques à l'amont. Des concepts opérationnels comme le basculement asiatique, le pivot asiatique sont mal analysés et rares ont été les candidats capables de ne pas les accepter béatement comme certitudes.

- **Le problème de bornage** a été souvent au cœur des évaluations des copies. Certains ont fait de l'Indo Pacifique une dimension ancienne et très formatée de conflits allant jusqu'à évoquer le glissement de Diego Garcia dans le Pacifique. Certains n'ont investi que la côte chinoise et ont laissé de côté la façade américaine, les pays riverains du cône sud latino-américain, (méconnaissance des routes de la soie sur ce continent et de l'Alliance du Pacifique). Le Pacifique a été souvent ignoré dans ses dimensions halieutiques, énergétiques, minérales (même s'il faut limiter le fol espoir dans les nodules poly métalliques devant les contraintes financières et environnementales et de plus en plus l'inverse). Le 7^e continent (196^e état) de plastique a été peu évoqué et c'est dommage car le Pacifique subit des contraintes environnementales fortes et devient ainsi un des espaces le plus confronté aux conséquences du relèvement eustatique du niveau des mers et aux agressions contre l'écosystème.
- Plus nombreux (et ils en furent valorisés) ont été ceux qui ont introduit **la nouvelle donne géopolitique** introduite par la guerre russo-ukrainienne et ont évoqué le retour sur le terrain européen des États Unis après le scepticisme amorcé par B. Obama, et la franche ostracisation conduite par D. Trump.
- Particulièrement pour le Pacifique la bibliographie a été abondante, (surabondante ?). Rappelons qu'il faut filtrer les titres de référence, éviter de les asséner en anglais, et expliquer leur importance dans la démonstration.

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet N° 1 : Le nucléaire dans les relations internationales

Quelques questions préliminaires à se poser avant d'aborder toute proposition de plan.

➤ **Le sujet concernait-il le nucléaire civil ?**

- Oui bien sûr, car la chronologie y invitait avec des références au programme iranien, aux ventes de centrales coréennes dans les pays du Golfe ou l'abandon du nucléaire dans le mix énergétique allemand. Pour ceux qui l'ignorent encore la chronologie vaut brevet de bonne conduite, de la réflexion.
- Toutefois, le sujet portant sur **le nucléaire dans les relations internationales**, il importait de ne pas entrer dans le hors sujet en décrivant des filières nationales et leur évolution (cf pas de date concernant Tchernobyl ou Fukushima) mais de cerner les rapports de force commerciaux, géoéconomiques internationaux dans une filière où la concurrence s'organise de façon spécifique : fort rôle des États, forte emprise des risques de bascule dans le militaire que comprennent les échanges de technologies électronucléaires. Par exemple : la référence à l'Inde était pertinente non pour décrire la filière choisie mais pour montrer que l'accord historique avec les EU était une façon pour les États-Unis d'isoler son rival systémique chinois et pour les Indiens d'affirmer face à la Chine (et la Russie ?) un statut de puissance décomplexée.
 Difficile de toute façon de ne pas associer civil et militaire car souvent les choix sont liés de fait, ou interprétés comme liés (cf. Irak et riposte à la construction du réacteur expérimental Osera).

➤ **Le sujet appelait-il une démarche chronologique ?**

Il n'y a bien sûr pas de plan miracle, mais dès lors que la chronologie indiquait depuis 1942 projet Manhattan jusqu'à 2021, on imagine mal un candidat n'essayant pas d'isoler la période de la guerre froide où l'arme atomique rend les guerres improbables dans le cadre d'une paix impossible, et on ne concevrait pas que les débats actuels sur le nucléaire énergie verte, ou la nouvelle doctrine stratégique de la Russie en matière d'armes nucléaires ne donnent pas lieu à des développements distincts.

➤ **Le sujet devait-il être pétri d'une actualité brûlante ?**

Au regard du timing de l'élaboration des sujets, l'évolution de la situation ukrainienne ne faisait pas partie des préoccupations des concepteurs non plus que le recentrage de certains programmes aux présidentielles françaises sur le nucléaire. Pour autant, intégrer ces faits récents donnent un plus à la copie, et relativisent tous les discours sur mondialisation/pacification par le commerce et sur Fukushima accident nucléaire majeur fossoyeur de la filière... Au rythme des événements intervenus pendant l'occupation russe de la centrale de Tchernobyl ou des combats à proximité de celle de Zaporijia, le nucléaire connaît des spasmes qu'il était bon de rappeler.

➤ **Le sujet était-il attendu ?**

Certes pas, mais même difficile, il donnait la possibilité de trier les candidats autour d'un thème ou d'une « menace permanente » (Bruno Tertrais) qui on l'avouera structure beaucoup de relations internationales : Quel candidat ne s'est jamais posé la question du Japon État anormal depuis le traité de San Francisco qui lui interdit les armes de destruction massive ? Quel candidat n'a pas exploré les causes de l'intervention américaine en Irak au-delà des fantasmes de Colin Powell ? Qui ne s'est pas interrogé sur la force de frappe française ou sur la formule cynique de D. Trump « si nous avons des bombes, c'est pour nous en servir », ou qui n'a pas donné sens aux gesticulations nucléaires de Kim Jong-un ?

➤ **Qu'attendre a minima des étudiants ?**

Que le nucléaire n'a été utilisé que 2 fois (Hiroshima, Nagasaki) que depuis, la guerre froide s'est imposée, l'idée que celui qui s'en sert a perdu, que le nucléaire permet l'équilibre de la terreur, (crise de Cuba), qu'il a induit une course aux armements qui s'est produite surtout entre les deux grands - bombes et vecteurs - mais ensuite surtout une bonne connaissance de ce qui a été fait pour la non-prolifération (traités divers) et des limites (pays nucléaires officiels), enfin les crises relatives au nucléaire : Corée du Nord, et Iran. Et il faut le reconnaître, la chronologie était d'une aide précieuse pour peu qu'elle ne soit pas paraphrasée, qu'elle éclaire une démonstration plus qu'elle ne s'y substitue comme trop souvent, pour peu qu'elle soit exacte on aura remarqué la coquille concernant le virus Stuxnet qui étant israélien a frappé les centrales iraniennes et non israéliennes comme indiqué !

NB : Sans carte, les 4 heures pouvaient donc être utilisées pleinement pour conduire une réflexion dont le texte suivant pouvait être une des trames possibles. Ce développement excède bien sûr les exigences du jury, l'impératif de 6 à 8 pages que le candidat se doit de respecter, il n'a d'intérêt que comme instrument de travail, consolidation de la réflexion, et se veut prétexte à d'amples mises au point pour les candidats et les lecteurs.

« La destruction de toute vie sur terre est entrée dans le domaine des possibilités techniques » Albert Einstein février 1950.

« L'utilisation d'armes nucléaires est inacceptable parce que cela se passerait près de chez nous. Nous sommes ici, nous ne sommes pas derrière un océan comme les États-Unis. C'est inacceptable pour cette raison mais aussi parce que ça pourrait arracher la terre à son orbite et elle volerait je ne sais où » Alexandre Loukachenko président de BIÉLORUSSIE (5 mai 2022).

70 300 ogives en 1986, 13 100 en 2021. Un passé tragique 141 000 morts de l'atome au Japon en 1945. Accroches possibles sur les menaces de Vladimir Poutine de mettre en état d'alerte les forces nucléaires, alors que parallèlement 122 pays se retrouvent en Autriche le 23 juin 2022, première réunion des États signataires du Traité onusien sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian) pour discuter de désarmement et de réhabilitation de sites nucléaires avec un absent de marque la France et de tous les pays détenteurs de cette arme !

Deux types de discours désormais :

- Celui des souverainistes (militaire comme civil) qui font du nucléaire un outil d'indépendance ou de D. Trump unilatéraliste et menaçant « pourquoi les États-Unis fabriquent-ils des armes nucléaires si ce n'est pas pour les utiliser ? ». Tout en précisant qu'il serait « très, très lent à

tirer sur la gâchette », et que « nous (les États-Unis) serions les derniers à utiliser l'arme nucléaire ».

- Et de l'autre des volontés pacifistes qui visent à bannir la course aux armements, ne serait-ce que pour inciter Coréens et Iraniens à ne pas se lancer dans des programmes aventureux selon B. Obama. Où situer le curseur des risques nucléaires quand encore ce 25 avril 2022, Kim Jong-Un parle de renforcer l'arsenal nucléaire coréen, car les « *armes nucléaires sont le symbole de la puissance nationale* » et doivent être « *diversifiées en vue d'un contexte politique et militaire turbulent et des crises différentes à venir* » et Serge Lavrov commente l'actualité de la guerre russo-ukrainienne en des termes inquiétants : « *le risque de guerre nucléaire ne peut pas être sous-estimé* ».

Quand des notions comme risques, terreur, accident majeur, dissuasion punitive sont associés, et que le nucléaire est au cœur de l'affirmation de la puissance, de l'influence ou tout simplement de l'indépendance souveraine, nul doute que les relations internationales ne soient pas tendues, erratiques, belliqueuses autour de l'atome ?

1. L'arme nucléaire : une arme de destruction massive qui impose un « équilibre de la terreur ».

A. La question nucléaire est l'épicentre de la guerre froide :

- Le projet Manhattan (1942-1946) et les choix militaires de Hiroshima et Nagasaki (6 août 45) actent l'avènement de l'arme de destruction massive (ADM) qu'est la bombe atomique. Pour les États-Unis pionniers de cette stratégie, c'est une réponse à la guerre totale hitlérienne, à un Japon toujours combatif, à une double volonté de sanctuariser le territoire américain, et d'affirmer sa puissance face à l'URSS.
- **L'histoire de la technique nucléaire s'inscrit donc dans le sensationnel et le tragique.** Depuis 1938, date où Otto Frisch prouve que l'uranium se casse en deux donnant des corps de numéro atomique moyen et délivrant de l'énergie (la fission nucléaire). Mais c'est **le militaire qui a commandé le civil** rendant cruciale « *la question de savoir si l'atome s'est jamais affranchi de cette dépendance ou pourra le faire* », pour Louis Puiseux (la Babel nucléaire) Einstein, Szilard demanderont à Truman de renoncer à la bombe Oppenheimer en 1949, adjurera de ne pas franchir l'étape suivante, mais Guerre froide oblige, la bombe H verra le jour en novembre 1952 à Eniwetok (Pacifique) pour les Américains imités par les Russes en août 1953 : les relations internationales vont à partir de là, vivre au rythme du nucléaire et de ses implications.
- **L'atome devient « l'arme suprême dissuasive »** : le plan **Baruch**, plan proposé en juin 1946, par les États-Unis à l'Organisation des Nations unies, souhaite transférer progressivement la possession de l'arme nucléaire américaine à une commission onusienne et limiter la prolifération nucléaire. **Le plan Gromyko** enterre cette initiative. Mais aussitôt le contre plan Mac Mahon instaure, lui,, le secret absolu sur le nucléaire et fait de la **course aux armements** jusqu'à la parité nucléaire globale, l'horizon militaire des deux grands (1968-1971) « **L'équilibre de la terreur** » pendant la guerre froide désigne donc le rapport de force équilibré entre États-Unis et l'URSS en raison de la maîtrise des armes nucléaires et au-delà

des matières fissiles destinées aux explosions (plutonium uranium enrichi à 90 %). Les Américains sont très intéressés par la propulsion des sous-marins chargés de porter la bombe au plus près des lieux de conflits. Leur réacteur nucléaire devrait permettre de limiter les ravitaillements, de limiter leurs repérages et de faire des EU et leurs sous-marins le « *gendarme du monde* » craint et omnipotent. L'URSS va se donner les moyens de rattraper les EU ; l'espionnage, la mobilisation de ses chercheurs (Sakharov) lui permettent d'accéder dès 1949 à la bombe A, portée par des missiles intercontinentaux en 1957, pour parvenir à une **parité nucléaire globale en 1967-1971**.

- **Les stratégies au service de l'équilibre de la terreur sont multiples** : Représailles massives ? Riposte graduée, Doctrine Mac Manara avec risque d'escalade, IDS (initiative stratégique de défense) de Reagan avec un bouclier antimissiles. Guerre totale pour l'URSS relayée par la stratégie de la première frappe pour intimider jusqu'à la stratégie globale de l'antiforces. NB : France et Chine feront d'autres choix « la dissuasion du faible au fort » avec des dégâts même sans victoire.

Ces stratégies ont pour but de maintenir un « équilibre de la terreur » et **empêcher que les crises diplomatiques ne débouchent sur un conflit majeur nucléaire**. Ainsi, pendant la guerre froide, il s'est produit une **vingtaine de crises à dimension nucléaire** c'est-à-dire au cours desquelles l'emploi de l'arme nucléaire a été envisagé ou discuté. Mais le recours au nucléaire n'était que rhétorique tant les autorités publiques n'étaient pas prêtes : guerre de Corée (1950-1953) guerre d'Indochine (siège de Dien Biën Phu 1954) crise du détroit de Formose (1954-1958) deuxième crise de Berlin (1961) guerre du Vietnam (bataille de Khe Sanh 1968) crise sino-soviétique de l'Oussouri (1969) tensions EU / Corée du Nord 1969 et attaques irakiennes contre Israël (1991).

Même durant des crises majeures, la dissuasion a été garde-fou des dérives : ainsi pour les 2 crises majeures de Cuba (1962) et de la guerre du Kippour (1973). Pourtant à La Havane Fidel Castro encourageait Nikita Khrouchtchev à employer les forces nucléaires installées sur l'île (un sous-marin soviétique traqué par les forces navales américaines a failli avoir recours à l'arme fatale). De même, Israël avait envisagé l'emploi de l'arme nucléaire alors que les EU avaient mis leurs forces en alerte pour dissuader l'URSS d'intervenir, mais les armes nucléaires produisent des effets tels sur les biens matériels (plus que les explosifs classiques) sur les êtres humains (autant que les armes chimiques, biologiques radiologiques) que la peur qu'elles suscitent les transforme en armes de dissuasion et donc de prévention de la guerre.

On rappellera la définition de la dissuasion par Benoît Pélopidas « *Au fond, la dissuasion nucléaire, c'est une stratégie fondée sur la menace, un pari sur la vulnérabilité comme condition de la sécurité qui suppose que ladite menace va effrayer l'adversaire, que cette peur va le rendre prudent et qu'aucun des partis en va perdre le contrôle ou subir d'explosion nucléaire accidentelle. La stratégie du bord du gouffre suppose que l'on connaît les lignes rouges de l'ennemi. La dissuasion ne veut pas dire protection mais pari sur une vulnérabilité* ».

B. La question nucléaire conditionne le maintien d'un ordre bipolaire :

- Si les EU ont été tentés dès la fin des années quarante de stopper préventivement l'émergence d'une force de frappe soviétique, ils vont se résoudre à accepter le statut nucléaire de l'URSS surtout quand Moscou a disposé à partir de 1957 de moyens pour atteindre le territoire américain. **La logique de confrontation directe laisse la place à une logique de coopération, de surveillance réciproque**, de contacts pour éviter le malentendu fatal (mise en place du **télétype rouge**, liaison directe et permanente en duplex avec des appareils codeurs) pour 3 raisons :
 - La crainte d'une guerre nucléaire au cœur des crises, certes le coût faramineux des mesures de prévention et de protection pour parer une attaque massive nucléaire.
 - Enfin la course aux armements qui peut se faire aux dépens de l'accès aux biens de consommation, au bien être comme ce sera le cas en Corée du Nord où le choix est sans ambiguïté.
- **L'élargissement du club des nucléaires** (on parlera de **multipolarité nucléaire**) témoigne du rôle de cette arme. Elle peut être la légitimation d'un siège permanent au conseil de sécurité (France, Grande Bretagne, Chine) sans le garantir (Inde depuis 1974), 9 puissances posséderont l'arme nucléaire (EU, Russie, France, Royaume-Uni, Chine, Israël, Corée du Nord, Inde et Pakistan), 5 puissances en sont dotés officiellement, comme elles l'étaient au traité de non-prolifération en 1972, mais Israël et la Corée du Nord en sont détentrices officieusement et l'Inde et le Pakistan ont refusé de se plier aux règles internationales qui le leur interdisaient « **Fondamentalement, la stabilité stratégique** » ou « **l'équilibre de la dissuasion** » passent donc par la limitation des acteurs. **Le rapport de force est à l'avantage des EU et de la Russie hier comme aujourd'hui**, avec toujours le face-à-face Russie (6500 ogives dont 1600 déployées) EU 6185 ogives dont 1750 déployées et loin derrière, la France (300 ogives dont 250 déployées) et le Royaume-Uni (200 dont 120 déployées), la Chine (260) l'Inde (110), le Pakistan (120), l'Israël (80) et la Corée (6).

C. La question nucléaire reste un enjeu des rapports de force scientifiques :

- **La recherche fondamentale** est au rendez-vous des progrès réalisés de la Bombe A à la bombe H. Le nucléaire devient même un véritable bloc de croissance par les emplois induits pour produire des missiles à longue portée, des bombes au plutonium des armes à uranium appauvri des sous-marins lanceurs d'engins nucléaires, des améliorations de la furtivité et de la capacité de projection aérienne. Les **Complexes militaro industriels** (Notion apparue avec D Eisenhower en 1961) se développent comme une coalition d'intérêts qui unit les industriels, les politiciens et les militaires dans le but d'assurer un développement continu de la production d'armes de guerre notamment les bombes atomiques.
- **C'est ce même rapport de force scientifique que l'on trouve dans la filière de l'atome civil** : lorsqu'en 1954 Eisenhower lève l'embargo sur les échanges d'informations techniques il ouvre la course à l'atome pacifique et en 1955 la conférence de Genève parle au grand jour des usages pacifiques de l'énergie atomique. Il faudra attendre le premier choc pétrolier pour voir la France se lancer dans un grand programme nucléaire alternatif à la dépendance pétrolière grâce à une filière sous tutelle de l'État, Création du

commissariat à l'énergie Atomique (CEA) en octobre 1945 placé directement sous l'autorité du président du Conseil. Joliot curie patron du CEA sera limogé pour ses opinions communistes et de Gaulle relancera cet outil majeur de l'indépendance nationale, la filière uranium naturel encadrée par le CEA « *innovateur irremplaçable* » et EDF « *entreprise publique modèle* » (L Puiseux : la Babel nucléaire). In fine la France est un bon exemple de puissance moyenne à rayonnement mondial dont la légitimité est triple : son rôle civilisationnel dans l'Histoire, sa ZEE (zone économique exclusive) et son potentiel nucléaire qui va de la maîtrise de la bombe H à la mise en place d'une filière civile. À partir de 1963 la compétitivité des réacteurs à eau légère (Light Water Réaction) de Westinghouse et Général Electric, compétitivité bâtie avec une propagande commerciale sans retenue surtout quand le baril de pétrole est à 3 dollars comme dans les années soixante va être un argument au service des EU pour imposer leurs choix torpiller l'électronucléaire civil européen.

- **Le transfert des technologies nucléaires devient très rapidement une question géopolitique centrale** : la France assume ses choix quand elle vend des centrales à la Chine pays qu'elle a reconnu précocement dès 1966, ou en Irak pour contribuer au réacteur Osirak dans la banlieue de Bagdad. La volonté française de s'affirmer au travers de sa filière uranium naturel graphite gaz est une démonstration provisoire de souverainisme dans une filière hautement stratégique, qui ne trouvera que peu de débouchés (Belgique Espagne) avant d'être abandonné au profit des filières américaines PWR BWR de Général Electric et Westinghouse Euratom était pour l'Europe un moyen de s'émanciper, pour la France de tenter d'imposer son modèle sa méthode d'enrichissement de l'uranium (Tricastin) avant de retomber sous le joug technologique américain.

2. L'arme nucléaire garantie de paix à efficacité limitée face à des crises majeures ? Le nucléaire civil, quelle place dans ce contexte ?

« *Paix impossible, guerre improbable* », est le titre du premier chapitre de l'ouvrage de Raymond Aron, Le grand schisme, publié en 1948. Il sert très longtemps de balise pour expliquer les choix nucléaires militaires, il reste un raccourci exemplaire des enjeux du nucléaire militaire.

A. « L'hystérisation » de la maîtrise de l'arme atomique associant souveraineté et puissance.

- **La Chine** fait de l'arme atomique son bouclier contre le tigre en papier capitaliste américain. Elle en fait aussi un moyen d'interpeller l'URSS de la détente : « *le vent souffle de l'est et il est chargé de bombes* » slogan mobilisateur pour Mao en rupture avec l'attentisme prôné par Moscou. Son premier essai en 1964 signe sa légitimité parmi les grands et a pour vocation de se donner les moyens de pérenniser le retour de Taïwan dans le giron de la mère patrie : Avec la bombe, les Chinois pensent éviter un chantage nucléaire américain sur le détroit de Formose, mais aussi elle se donne les moyens de pouvoir cibler l'Inde, la Russie, le Japon si nécessaire. Elle va même jusqu'à ne pas signer le traité d'interdiction de la production de

matières fissiles et c'est la seule des 5 puissances officielles à le faire. Mais instruite des expériences de l'URSS, la Chine jusqu'à une date récente, refuse une course aux armements et le deuxième corps d'artillerie qui gère le nucléaire chinois, reste bien secret.

- **Un jusqu'au-boutisme gaullien** (Joliot-Curie avait promis au général « *je vous la ferais votre bombe !* ») conduit à la maîtrise de l'arme nucléaire et le 13 février 1960 à Reggane (Sahara) en explose la première bombe française (« *Gervoise bleue* ») quelque 8 ans après l'explosion à Montebello (Australie) de la première bombe anglaise. Souveraineté, indépendance sont les enjeux gaulliens de la force de frappe accompagnée d'une sortie du commandement intégré de l'Otan. De Gaulle dénoncera l'alignement britannique, accord de Nassau, pour le commandement américain des sous-marins nucléaires anglais et cette dépendance n'est pas étrangère à la volonté de de Gaulle de s'opposer à l'intégration du Royaume Uni dans le marché commun sauf à « *la voir nue* » de toute allégeance à Washington,
- **La crise des euromissiles**, malgré la « détente » des relations Est Ouest au début des années 1970, les divers arrangements en faveur d'une limitation des armements stratégiques (Salt I et Salt II), la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR), pour l'Otan « *le degré de capacité offensive atteint par les forces armées soviétiques est "excessif" par rapport aux besoins réels de la défense* ». Il s'agit pour l'Otan de dénoncer la supériorité des forces stratégiques du Pacte de Varsovie et l'installation derrière le rideau de fer de 330 fusées SS20 d'une portée de 5000 km quand l'URSS dénonce l'installation d'euromissiles en Europe de l'Ouest projetée en 1983. Les EU dénoncent le risque d'une finlandisation de l'Europe, et renvoient les mouvements pacifistes européens à des groupes financés ou téléguidés par l'Est et essaient de perturber les contrats d'achat massifs de gaz que les Européens s'apprêtent à signer avec l'URSS. Un tel contexte est propice à des réquisitoires contre les « *25 à 30 monopoles qui contrôlent plus de la moitié de la production des armements dans les pays capitalistes* » selon Moscou et la dénonciation des lobbys des mangeurs d'acier, le complexe militaro industriel russe accusés de polariser les objectifs du plan au détriment des industries de consommation pour les Américains. Le nucléaire fait donc encore naître la peur et le général Rodgers dans une interrogation qui a toute son actualité peut s'inquiéter « *quand allons-nous nous réveiller et constater que les Soviétiques sont sur le point de conquérir l'Europe sans avoir eu à tirer un coup de canon ?* » 6 janvier 1983 Cdt en chef des forces américaines en Europe.
- Bien qu'objets comme par le passé de la **lutte d'influence auxquels se livrent les blocs**, certains États du Sud poussés par le nationalisme, financés par la manne pétrolière, expriment au grand jour des ambitions propres. La banalisation de l'arme nucléaire et par là un conflit nucléaire ne paraît plus impossible avec de nombreux pays qui s'approchent de la maîtrise nucléaire comme l'Afrique du Sud, l'Inde, la Corée du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Libye avant l'Iran. Encore aujourd'hui, on le verra avec la Corée du Nord ou la Russie de Poutine qui fait pression par la « guerre imprévisible » (les armes nucléaires tactiques) sur l'Otan pour faciliter « son opération spéciale de paix au Donbass » et sa « guerre » ukrainienne. En juin 2020 Vladimir Poutine avait dans un document sur les conditions d'emploi de l'arme nucléaire déjà évoqué la possibilité explicite d'utilisation « *dans le cadre*

d'une guerre conventionnelle qui menace l'existence même de l'État » d'une ou des armes nucléaires.

B. La thématique du désarmement : des progrès paradoxaux.

Des mouvements pacifistes même manipulés, cf. mouvement de la paix, Appel de Stockholm qui exaltent un pacifisme thème central de la propagande soviétique. Le Tiers-monde qui associe non-alignement et refus de devenir un champ de bataille nucléaire jusqu'à la radicalisation de l'Amérique latine qui se réfugie dans la dénucléarisation avec traité de Mexico ou de Tlatelolco (14 février 1967 signés par 14 pays). Le traité montre cependant les difficultés d'un consensus : des pays attendent la version anglaise (Jamaïque Trinité et Tobago) un pays refuse de participer à la conférence préparatoire (Cuba) des pays attendent l'aval de leur gouvernement et des parlements (Brésil, Argentine, Paraguay) et la Chine s'oppose à en garantir l'application contrairement aux 4 autres puissances nucléaires, l'Afrique du Sud est dissuadée, et après avoir fabriqué des armes de 1974 à 1990 (6 engins selon le président Frederik de Klerk) Pretoria s'engage à tourner la page et réintégrer le TNP signé en juillet 1991. L'Afrique du Sud de Klerk est dissuadée d'aller plus avant dans son programme qui lui garantissait un accès à la bombe. Les traités d'exemption de l'arme nucléaire se répartissent à l'échelle régionale entre l'Amérique Latine (1994), l'Antarctique, l'Océanie, l'Asie du Sud-Est et depuis 2009 l'Afrique.

Les Mouvements pacifistes voient converger pacifisme neutralisme écologie pendant la crise des euromissiles (« *plutôt rouges que morts* »)

Les traités de non-prolifération et de plafonnement comme Salt 1 (strategic arms limitation talks) gèlent les armements stratégiques au moins en partie et R Nixon non sans cynisme en rappelle l'effet dans ses mémoires 1978 : « *un effet important du traité était de rendre permanent le concept de dissuasion par terreur mutuelle en abandonnant les missiles de défense, chacune des parties offrait sa population et son territoire en otage à une attaque par les missiles stratégiques. Chaque partie avait donc un intérêt vital à empêcher une guerre qui ne pouvait qu'être mutuellement destructrice* » Salt 1 et l'espoir d'un Salt 2 en 1979, tout comme la détente en Allemagne font accepter aux Occidentaux une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe inspirée par l'espoir de voir par les échanges commerciaux et culturels une accélération de la libéralisation de régimes de l'Est, Salt 2 sera non ratifié par le congrès américain en 1979 dans le contexte des affrontements en Afghanistan. Le traité ABM instaure une limitation des boucliers pour rendre la guerre impossible du moins hors des conflits de substitution ; Mêmes mal engagées, d'autres conversations nommées par Washington Start (strategic and tactic arms reduction talk) balisent un desserrement de l'étau nucléaire. Des conférences comme celle d'Helsinki dans son acte final vont même jusqu'à déclarer en 1975 l'inviolabilité des frontières européennes, la renonciation au recours à la force pour régler les conflits Vision irénique d'une détente installée dans la durée ?

On peut aisément établir une corrélation entre cette volonté de ne pas voir proliférer l'arme nucléaire et l'onde choc des catastrophes nucléaires qui de Three miles island (1979 en Pennsylvanie à Tchernobyl, en Ukraine 1986 et en 2011 Fukushima au Japon) ont jeté un

discrédit sur cette énergie. Le nucléaire civil a connu une **ère de l'illusion** : c'est avec enthousiasme que les futurologues ont quasiment défié l'énergie nucléaire, convaincus de ses capacités (un gramme d'uranium libère plus d'énergie qu'une TEP), de son adaptabilité aux moyens de transport modernes. Le lancement du Nautilus par l'US Navy et la centrale russe d'Obninsk. « *Symbole pour les Russes de la technique au service du peuple* » leur donnaient raison. L'avenir de l'atome semblait radieux avec le premier choc pétrolier de 1973 et les nouvelles techniques d'enrichissement de fusion du CERN garantissant une énergie quasi illimitée (thermonucléaire). **Mais rapidement, l'atome est rentré dans l'ère du soupçon malgré** l'activisme du lobby pro nucléaire (ingénieurs, politiques souverainistes) les déconvenues furent rapides. Le contrechoc pétrolier redonna une place centrale dans le mix énergétique aux hydrocarbures (10 dollars le baril en 1990) l'ampleur des investissements et de la maintenance d'une centrale ont interpellé les décideurs. Plus encore une écologie politique a fait du nucléaire sa cible (antimilitarisme, menaces environnementales, antilobbying capitaliste). L'incident de Three miles island le 29 mars 1979, même sous contrôle total, fut un avertissement sérieux, suffisamment pour interrompre les projets des États-Unis jusqu'en 2000. Enfin s'est ouverte **l'ère de l'accusation** Tchernobyl (accident de niveau 7 maximum) a noirci le réquisitoire. Certes le système soviétique a créé cette tragédie mais la découverte tardive des effets de l'explosion du réacteur 4 (région contaminée effets sanitaires désastreux) ont associé l'atome à un drame planétaire. Tchernobyl qui hypothèque la perestroïka, et « *annonce la fin de l'Union soviétique* » (Gorbatchev) n'a cependant pas stoppé la construction de centrales. Tout au plus les normes sont revisitées, même si le doute s'épaissit. En 2011, l'accident majeur (niveau 7 sur l'échelle Ines) de Fukushima Daiichi met l'accent sur toutes les failles de la filière : proximité dangereuse des agglomérations (220KM de Tokyo), construction sur des zones à risques (tsunami, tremblement de terre magnitude record de 9,1) télescopages avec les préoccupations environnementales du peuple japonais, incurie d'opérateurs comme TEPCO... Les 48 réacteurs japonais sont stoppés et l'archipel compte ses morts (22500) mais aussi la facture impressionnante 180mds de dollars à 570 milliards, d'euros pour le Japan center of economic research. Les enchères sont ouvertes car il faudra trois à quatre décennies pour la décontamination...

C. La prolifération nucléaire : la tentation du pire ?

La liste des confrontations potentielles nucléaires évitées s'allonge dans un monde pourtant de plus en plus militarisé et incertain : Guerre de Corée (Mac Arthur contre Truman), retenue soviétique pendant la crise du détroit de Formose Suez, l'ultimatum soviétique et les pressions américaines, crise de Cuba avec fermeté américaine, blocus, menaces et recul négocié de Khrouchtchev.

C'est la perception de l'arme atomique comme menace qui conduit en 1957 l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) à se fixer pour objectif d'encadrer la volonté de certains pays, de se doter du nucléaire civil et de limiter la diffusion du nucléaire dans le monde en gelant l'ordre nucléaire tel qu'il était en 1967. **Le traité de non-prolifération TNP en 1968**

mobilise les puissances nucléaires pour éviter la prolifération. Mais très tôt, des pays non-signataires accèdent à la bombe A, font des essais hors contrôle (Inde, Pakistan) et des pays comme l'Irak et la Syrie ne cachent pas leurs intentions de disposer d'une capacité de nuisance par la bombe (Syrie, Irak, Afrique du Sud). Mais ces tentations sont suscitées des ripostes, des reculs, des abandons (cf Afrique du Sud et Irak).

Les accusations contre le TNP en justifient le contournement : ne s'agit-il pas d'un Yalta nucléaire codécidé par les EU et l'URSS, d'un putsch du conseil de sécurité et des 5 membres permanents ? N'est-ce pas une imposture puisque les États nucléaires n'ont pas désarmé contrairement à des engagements fixés par l'article VI du traité ? Pourquoi ne pas se conformer à une garantie du droit au nucléaire civil comme prévu inaliénable (Art IV) ?

La prolifération en cascade ?

- ✓ **La Syrie** est également soupçonnée de vouloir l'arme nucléaire dès 2006, et en 2007 un raid israélien détruit le réacteur plutonigène en construction ; Qui était derrière ce projet : l'Iran ? Le réseau pakistanais Khan ?
- ✓ **La Birmanie** forte de ses liens avec la Corée du Nord et la Russie, a pu annoncer en 2007 l'acquisition d'un petit réacteur de recherche fonctionnant à l'UFE et d'un laboratoire d'isotopes malgré l'incapacité de telles installations de parvenir à un stade militaire, il y a toujours un soupçon sur une option nucléaire de Rangoon.
- ✓ **Le Brésil** de Inácio da Silva a multiplié les références à l'accès à l'arme nucléaire dans la lignée du programme lancé par les militaires au pouvoir en 1970-1980.
- ✓ **L'Égypte** a des potentiels dans la filière non négligeables et l'influence accrue dans la région de Téhéran peut conduire à des choix plus clairs.
- ✓ **Israël** : a vraisemblablement la bombe depuis 1967 même s'il n'y a aucune reconnaissance officielle. Le réacteur Dimona produit du plutonium, et missiles balistiques Jéricho et sous-marins Dauphin constitue l'assurance survie face à l'Iran. L'Etat hébreu n'a pas signé Le TNP et sa démarche avait conduit au début des années 79 plusieurs pays comme l'Iran et l'Égypte ou la Ligue arabe à proposer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen Orient. Depuis 1980, Israël se dit favorable à l'établissement d'une telle zone mais seulement si une paix durable et équitable est établie dans la région. Les mobilisations iraniennes contre la légitimité de l'État d'Israël, les apostrophes belliqueuse (Israël qualifié de tumeur cancéreuse ou microbe noir) diffèrent toute évolution pacifique...
- ✓ **L'Iran** (déjà tenté par l'option nucléaire avec le shah) tout en affirmant par la voix de Ahmadinejad que « *la bombe ne sert à rien* » et est non conforme aux enseignements du Coran, et qu'« *un arsenal nucléaire servirait de force de dissuasion aux mains des soldats de Dieu* ». L'Iran poursuit donc un programme « civil » dont les ambitions au service d'un nouvel ordre régional militaire face à Israël ou l'Arabie Saoudite sont de plus en plus affichées même mises en observation puis contrôlé par le groupe P5 +1 (Chine, France, Russie, Royaume-Uni, États-Unis et Allemagne) ou E3+UE3. Les six avaient obtenu de Téhéran un arrêt de son programme d'enrichissement d'uranium et un démantèlement partiel de certaines de ses installations. L'accord (**JCPoA joint comprehensive Plan of Action**) était assorti d'un ensemble très complet de mesures de vérification qui en garantissait la transparence. En échange, les six s'engageaient à lever progressivement les

sanctions économiques qui limitaient étroitement les capacités commerciales et financières de l'Iran. Détail essentiel, les contraintes imposées par l'accord de 2015 devaient être levées en 2030. Les Européens, en particulier, étaient persuadés que d'ici là, il serait possible d'assurer la démilitarisation complète du programme nucléaire iranien et la normalisation des relations avec Téhéran.

- ✓ Le refus de s'engager dans la voie de l'accord par D. Trump va réenclencher les prétentions iraniennes.

Une région du monde présente désormais les caractéristiques d'un équilibre de la terreur : l'Asie du Sud avec la compétition stratégique indo-pakistanaise deux pays voisins, à portée de missiles, capables de conduire des attaques surprises. Face aux 3 crises majeures depuis l'accession au nucléaire de ces 2 pays, la situation risque à tout moment de déraiser. En 1990, quand le Pakistan, profitant d'une répression au Cachemire fit franchir la ligne de contrôle à des centaines de djihadistes « *une crise bien plus effrayante que ne l'avait été Cuba* » selon un responsable de la CIA. En 1999, après des essais nucléaires, les 2 pays faillirent passer aux actes après des menaces contre un axe vital routier pour l'Inde au cachemire.

La 3^{ème} crise est celle qui conduit l'Inde à organiser l'opération Parakram cad mobilisation totale de l'armée avec alerte des forces nucléaires. L'équilibre de la dissuasion semble avoir fonctionné et la non-escalade après les attentats de Bombay de 2008 est peut-être l'ultime gage du fonctionnement de la menace dissuasive.

La détention d'armes nucléaires ne conduit-elle pas à geler des conflits, et à privilégier le dialogue sur l'affrontement funeste ? La détente ne serait-elle pas le fruit de la dissuasion nucléaire ? peut-on aller jusqu'à considérer la prolifération avec bienveillance comme le fait l'Américain Kenneth Waltz ? Peut-on croire au phénomène de « **sanctuarisation agressive** » dès lors qu'un pays doté de l'arme nucléaire peut choisir une expansion raisonnable se sentant à l'abri de tout conflit militaire. Quelques certitudes cependant (qui ne valent pas prédiction pour la situation) actuelle. Plus l'arme nucléaire se dissémine, plus des guerres nucléaires locales peuvent dégénérer en guerre mondiale par le jeu des alliances ou d'enchaînements. Si la guerre conventionnelle échoue, la tentation sera grande d'utiliser l'arsenal nucléaire. La possession du nucléaire peut amplifier les tensions, incidents de frontière, guerres de faible intensité peuvent se multiplier. C'est pour les stratèges « le paradoxe de la stabilité instabilité » Enfin, pour B Tertrais qui répond sans ambiguïté « *Tant que deux adversaires nucléaires ne disposent pas d'une « capacité protégée de frappe en second » le risque de guerre est même plus élevé qu'en l'absence d'armes nucléaires en raison de frappe préemptive ou préventive* ». (Les Etats-Unis ont souvent envisagé la destruction des installations soviétiques chinoises coréennes ou iraniennes avec D. Trump). Peut-on confondre pour un dirigeant d'être rationnel ou raisonnable quand Kim Jong pouvait en 1990 déclarer : « il suffirait que 30% de la population survivent à une guerre (nucléaire) pour pouvoir reconstruire une « société victorieuse » » et en 2001 le modéré Hashemi Rafsandjani était sûr qu'en cas de conflit nucléaire avec Israël, le monde musulman sortirait vainqueur du simple fait de la supériorité numérique !

Signé par 189 pays le TNP semble rester un choix efficace, rationnel et garant d'une stabilité toute relative.

3. Le nucléaire : des divisions, des tensions et des inquiétudes dans ses usages militaires comme civils.

A. Heurs et malheurs d'un discours modérateur.

- Même contourné, **le traité de non-prolifération** patronné par l'ONU en 1968(TNP)**demeure une référence** et les traités de désarmement se succèdent (Washington 1987) et négociations Start. Et Tian entré en fonction en 2021.

B. Obama à Hiroshima déploie sa rhétorique de désarmement 27 Mai 2016 « il y a 71 ans la mort est tombée du ciel et le monde a changé, Hiroshima nous a appris la vérité sur la science qui peut devenir un outil de massacre » « Le martyr d'Hiroshima et Nagasaki doit éveiller notre conscience morale ». L'arme nucléaire connaît une relative marginalisation dans les postures de défense occidentales même si au contraire on assiste à une valorisation chez les Etats qui cherchent à affirmer leur puissance, leur influence, ou leur indépendance.

2017 : **Le prix Nobel de la paix** décerné à l'ICAN, la Campagne internationale pour **l'abolition des armes nucléaires**. Cette coalition d'ONG mène un combat inlassable pour l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires mais le titre peut avoir autant de valeur et d'ambiguïté que celui attribué à l'Europe (2012) et à B. Obama (2009).

- **Les difficultés du désarmement** et des démantèlements des démocraties populaires dans l'ex URSS Ukraine Kazakhstan, n'ont fait que freiner le processus mais en 1996 le retrait de l'arsenal nucléaire de l'ex URSS de la Biélorussie, du Kazakhstan et de l'Ukraine est achevé. Depuis l'intervention en Ukraine en 2022, cette étape du désarmement est souvent interpellée car les mémoranda de Budapest sont trois documents signés en termes identiques le 5 décembre 1994, respectivement par la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine ainsi que par les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie qui accordent des garanties d'intégrité territoriale et de sécurité à chacune de ces trois anciennes Républiques socialistes soviétiques (RSS) en échange de leur ratification du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires(TNP). L'hubris de puissance de V. Poutine semble avoir tranché autrement
- **La remise en cause de traités**
 - **la Corée du Nord et ses gesticulations** font partie des menaces. C'est avec Kim Jong-un que se pose la question de la radicalisation nucléaire après le premier essai de 2006, 6 tests de 2008 à 2017 avec la maîtrise vraisemblable d'une bombe à hydrogène 10 fois plus puissante que la bombe d'Hiroshima. Adhérent au traité de non-prolifération en 1985, le pays s'en est retiré en 2003. En 2012, le pays adopte dans sa constitution un amendement qui en fait un Etat doté d'armes nucléaires et en 2017 Kim Jong-un annonce que son régime a finalement réalisé la grande cause de l'achèvement d'une force nucléaire d'Etat. Les essais balistiques se multiplient des missiles à portée intercontinentale (Hwasong 14 et Hwasong 12) sont opérationnels et le président coréen a pu menacer Guam. Et même l'Europe ! Les sanctions internationales ont eu peu d'effets et la parole lénifiante de Kim Jong-un « promettant de ne jamais développer et tester des armes nucléaires, ni de les

utiliser ou les faire proliférer » doit être reçue avec circonspection. (Cf transferts de technologie vers l'Iran). Le dialogue a été établi avec D. Trump à Singapour en juin 2018 et à Hanoi en 2019 sans que des mesures concrètes de désarmement soient décidées.

- **Israël** ne reconnaît pas officiellement posséder l'arme atomique mais la menace iranienne a conduit très tôt à favoriser cette option : le doute n'existe plus.

- **L'Irak** et les fantasmes de Colin Powell ont montré que la question nucléaire est d'une extrême sensibilité dans la région.

Le difficile encadrement du **nucléaire civil iranien**, c'est à l'époque du Shah dans les années 50 que l'Iran allié des EU face à l'URSS, met en place un programme de développement du nucléaire civil. Mais dès 2002, des sites clandestins sont découverts et l'Iran devenu une république islamique s'affirme comme candidat à un statut de puissance nucléaire militaire. Les intentions de l'Iran sont claires face à Israël, de là un bras de fer avec la communauté internationale surtout les EU et l'UE. L'accord de juillet 2015 permet la réduction de centrifugeuses, du stock d'uranium enrichi, garantit des inspections de l'AIEA et ouvre la levée des sanctions. Mais récusé par D. Trump en 2018, et jugé insuffisant par les puissances régionales Israël et l'Arabie Saoudite, l'Iran est de nouveau suspecté de vouloir dépasser de simples projets civils.

Les grands pays ne sont pas fidèles à des rendez-vous majeurs : D. Trump confirme que les Etats-Unis vont quitter le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaires (cad l'interdiction de déployer des missiles de croisière d'une portée de 500 à 5000 km) FNI de 1987. Des doutes apparaissent sur la prolongation du traité New Start de réduction des armes stratégiques, qui arrive à échéance en 2021 (limitation (1550 du nombre de bombes et de têtes de missiles nucléaires dans chaque camp)).

Les transferts de technologie même sous haute surveillance s'effectuent (Corée du Nord/Iran) le paravent du nucléaire civil dont la finalité peut conduire à la maîtrise de l'enrichissement de l'uranium à des fins militaires (Irak centrale Osirak détruite par les Israéliens ; Iran et centrifugeuses hors contrôle malgré l'accord de 2015 rompu unilatéralement par D. Trump. Depuis l'élection du nouveau président iranien Ebrahim Raïssi en juin dernier, **Téhéran se fait attendre à la table des négociations** tout en franchissant des étapes inquiétantes dans son programme d'enrichissement d'uranium.

B. Une diplomatie du nucléaire civil inscrite dans des rapports de force particuliers :

- **La technologie subit des filtres géopolitiques ;** ainsi le Maroc ne reçoit pas de réponse européenne à des livraisons d'une centrale nucléaire comme d'ailleurs de réponse à sa volonté passagère d'adhésion à l'Europe en 1986 quand bien même le fils de Hassam II, Mohamed VI ait été formé par J. Delors. Par contre, la Chine a vu très tôt EDF participer à des équipements civils, Initiée la coopération franco-chinoise nucléaire débute avec la signature en 1982 d'un accord de coopération entre le Commissariat à l'Energie Atomique **et** aux Energies Alternatives (CEA) et le Ministère chinois de l'industrie nucléaire. La coopération se poursuit dès lors par la construction des premières centrales à Daya Bay dont les réacteurs sont mis en service en 1994 et Ling'ao mis en service en 2002 et 2003. Plus d'une vingtaine de réacteurs basés sur ce modèle, modernisé et adapté, sont

aujourd'hui en construction en Chine. Même la technologie des EPR sera partagée avec le réacteur de Taishan

- Les EU vont aussi faire du nucléaire civil un des axes de leur nouvelle politique en indopacifique vis à vis de l'**Inde**. Un accord « *historique* » selon G. Bush, puisque New Delhi, qui n'a jamais signé le traité de non-prolifération nucléaire, était jusqu'à présent interdit de toute assistance internationale en la matière. L'Inde s'est engagée à placer l'intégralité de ses installations nucléaires civiles existantes et futures sous contrôle international, tout en gardant au secret ses installations militaires. En contrepartie, les Etats-Unis se seraient engagés à une « *fourniture ininterrompue* » de combustible pour les réacteurs indiens. Sous réserve du feu vert, en mai, du groupe des fournisseurs de nucléaire (Nuclear Suppliers Group) qui réunit une quarantaine de pays. La justification officielle, fournir de quoi diminuer la pression de l'Inde sur le marché pétrolier mondial ne doit pas occulter la volonté des EU d'affaiblir le lien structurel de la diplomatie indienne avec son homologue russe et de prendre date dans les rivalités sino-indiennes.
- La France n'hésitera pas en 1975 à donner les moyens à l'**Irak** de réaliser le réacteur expérimental Osirak dans le centre de recherche nucléaire d'Al Tuwaitha détruit par un raid israélien (1981) et un raid américain (1991 pendant la guerre du Golfe). L'atome ne rentrerait-il pas **dans l'ère de la réhabilitation** : Malgré Fukushima, le nucléaire ne « désarme » pas : Le nucléaire civil devient une des clés de l'émergence, l'Afrique du Sud, l'Iran s'accordent à promouvoir la filière. La Chine montre la voie aux émergents avec 37 réacteurs en services et 19 en construction en 2019, et elle inaugure les nouvelles techniques de l'EPR à Taishan. Dans les pays industrialisés, si l'Allemagne a programmé une sortie du nucléaire pour 2022, si l'Italie persiste dans son refus, le Royaume-Uni fait du nucléaire la base de sa sécurité énergétique (EPR de Hink Ley remplaçant 15 réacteurs en fin de vie). La France elle-même abandonne l'objectif de ramener de 75 à 50% la part du nucléaire dans la production électrique d'ici 2025. A la fin 2019, le monde comptait 443 réacteurs nucléaires en fonctionnement, répartis dans 30 pays, assurant 10,1% de la production d'électricité dans le monde.
- La géopolitique **des filières et des mines d'uranium** est riche d'enseignements pour peu que l'on ne se limite pas à 3 caractéristiques :
 - la faible part de l'uranium dans le coût de l'électricité, de l'ordre de 5 à 7%, qui limiterait sa sensibilité aux aléas politiques,
 - la répartition des réserves, identifiées dans 52 pays, qui préserverait de tout risque de dépendance selon Teva Meyer.
 - la densité énergétique de l'uranium qui permettrait de constituer des stocks de combustibles. Mais que dire alors du rôle clé d'exportateur comme Rosatom groupe russe (premier exportateur mondial de centrales), 30% du marché, avec une technique originale : le groupe construit la centrale (ex de Akkuyu en Turquie), en devient le propriétaire et les exploite en se remboursant par la vente d'électricité. Rosatom est aussi le principal acteur de la production de combustible, dominant la conversion (35% des parts du marché) ainsi que l'enrichissement (36%). Un réacteur sur six dans le monde consomme des combustibles assemblés russes. En 2019, 100% de l'électricité nucléaire produite en Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque, en Bulgarie et en Arménie était générée avec du combustible russe.

Comment interpréter l'activisme de 3 groupes chinois : la China National Nuclear Corporation, la China General Nuclear Power Corporation et la State Power Investment Corporation ? Que penser de la présence accrue d'intérêts chinois et russes au Kazakhstan (près du tiers des réserves exploitables) et en Afrique (Niger, Namibie pour les Chinois) ? L'ordre nucléaire n'échappe pas à la géopolitique des grandes puissances. La coopération de 35 pays autour de la fusion thermonucléaire engagée autour du projet ITER ne doit pas faire illusion sur les volontés hégémoniques dans ce secteur et les risques de voir les Russes membres du club stopper leur livraison de bobines magnétiques depuis la guerre d'Ukraine sont d'actualité.

C. Des face à face délicats et pérennes : des lieux de tensions permanentes ou nouvelles.

- **Inde et Pakistan** à chaque tension menacent d'utiliser le nucléaire. Colin Powell faisait du Cachemire le point névralgique d'une 3^{ème} guerre mondiale nucléaire
- **Israël et Iran** qui après l'assassinat du général Iranien Qassem Soleimani déclarent ne plus se fixer de limites sur le nombre des centrifugeuses. Le préambule de l'accord de 14 Juillet 2015 semble abandonné « *l'Iran réaffirme qu'en aucune circonstance il n'acquerra ni ne développera d'armes nucléaires* ». La décision de D. Trump de refuser l'accord de 2015, a réactivé les ambitions uraniennes nées dès 1984, de se donner une filière nucléaire. Au-delà de 2 centrales nucléaires civiles à Bouchehr et à la frontière de l'Irak, c'est la capacité de produire de l'uranium enrichi qui est en jeu. Comme d'autres pays, l'Iran semble faire le pari que la puissance américaine est en train de décliner et que Washington ne se risquerait pas à un affrontement militaire direct. L'Arabie saoudite a fait valoir son droit immédiat de riposte à la maîtrise du nucléaire en cas d'échec d'un nouvel accord. Pour l'État hébreu, un voisin hostile disposant de l'arme nucléaire représente une menace mortelle. Les autorités israéliennes iraient-elles jusqu'à prendre des mesures militaires radicales pour stopper le programme nucléaire iranien au stade actuel ? Et quelles pourraient être les répercussions d'une telle initiative sur le plan international ?
- Récemment **le débat sur les armes nucléaires a rebondi avec les discours de V. Poutine** au cœur de « l'opération spéciale militaire » en Ukraine, le spectre d'une guerre nucléaire a été réactivé. Quand V. Poutine a décidé de mettre les *"forces de dissuasion de l'armée russe en régime spécial d'alerte au combat"*. La formulation avait beau être cryptique, le message était clair : "réaffirmer que la Russie était une puissance nucléaire et que « l'intentionnalité » d'une puissance extérieure valait menace sécuritaire pour la Russie. La doctrine russe envisage donc l'option nucléaire en cas d'agression contre la Russie à l'aide d'armes conventionnelles de nature à remettre en question l'existence même de l'État. Ainsi, la Russie introduit tout d'abord un abaissement du seuil nucléaire, la Russie pouvant recourir à des frappes nucléaires stratégiques (tactiques) dans le cadre d'un conflit conventionnel local ou régional. Pour les addictes de l'apocalypse, F. Encel se veut rassurant « *rare sont les régimes politiques à avoir entretenu une dimension apocalyptique. Sur un siècle, on peut en compter trois : le IIIe Reich sur sa fin en 1944-45, le gouvernement rwandais intérimaire Hutu Power en 1994 et le génocide des Tutsis, et l'Etat islamique (Daech) entre 2013 et 2017. Poutine a certes démontré un réel aventurisme idéologique en Ukraine, aussi brutal mais plus risqué qu'à l'accoutumée, mais rien n'indique qu'il s'agisse d'une dérive de nature apocalyptique. Une chose est de tenter de croquer tout ou partie de l'Ukraine via des vieux chars, des fantassins démotivés et des scènes de terreur, une autre serait de renverser la table géostratégique mondiale, pour la*

première fois depuis 1945 et au profit probable d'un joueur plus puissant en cas de très haute confrontation, l'Otan. »

- **Les velléités du Japon sinon de redevenir un Etat normal** doté d'armes de destruction massives du moins d'accepter un partage nucléaire malgré les lobbies antinucléaires et les objurgations de Kenzaburō Ōe. En février, l'invasion de l'Ukraine par les Russes et la pression chinoise en mer de Chine, a valu une intervention de l'ex premier ministre Shinzo Abe pour déployer des armes nucléaires américaines sur le sol japonais.
- **Le conflit Taiwan Chine** continentale toujours ouvert sur le détroit de Taïwan, large de 65 milles nautiques (120 km), peu propice à la guerre sous-marine mais plus à la guerre des mines et à des batteries de missiles antinavires Harpoon et des missiles à longue portée. L'éventualité d'un recours au nucléaire ne se pose pas même si le face à face américano chinois oppose deux acteurs nucléaires et que depuis Mac Arthur (Mai 1950), Taïwan est considérée comme « *porte-avions insubmersible et base de sous-marins* » américains. En 2021, l'île, séparée du continent par un détroit de 120 kilomètres, a enregistré 969 incursions chinoises, presque trois fois plus que l'année précédente. Manoeuvre d'intimidation, certes, mais aussi « *Pour la Chine, il s'agit également de se préparer et de tester les capacités de défense de l'île* », (Mathieu Duchâtel) avec quel risque de face à face Chine/Etats-Unis nucléaire ?
- **Le face à face toujours d'actualité Corée du Nord/Corée du Sud** : Le président élu Yoon Suk-yeol menace de mener une attaque préemptive contre la Corée du Nord, en cas de signaux laissant présager une attaque nucléaire imminente de Pyongyang. Début avril, Kim Yo-Jong, l'influente sœur de Kim Jong-un, avait prévenu que Pyongyang pourrait, dans un tel scénario, utiliser l'arme nucléaire contre son voisin. Un traité signé en 1953 prévoit une assistance américaine en cas de conflit et un traité sino-coréen lui répond.
- **-Les trafics soupçonnés d'uranium**, enrichi le casse-tête des statistiques qui montrent des détournements. Oleg Khintsagov, russe arrêté le 1er février 2006 à Tbilissi par les autorités géorgiennes, transportait sur lui 100grammes d'uranium. Mais il s'agissait de combustible nucléaire enrichi à 90%, une qualité suffisante pour un usage militaire.
- **Le terrorisme** a aussi un regard vers le nucléaire : des liens entre chercheurs pakistanais et Ben Laden sont avérés. En 1999, Ben Laden avait même fait de l'acquisition de l'arme nucléaire un devoir et ne pas la détenir était un péché. Le leader djihadiste avait tenté de se fournir en uranium au Soudan. Mais ces échanges sont souvent dominés par l'amateurisme, l'échec et si des bombes sales sont toujours possibles (cad bombe classique auxquelles on associe de la matière radioactive), le terrorisme nucléaire est un fantasme. Il n'a pas de marché noir des matières fissiles en quantité suffisante.
- **La sophistication des armements**, le problème des sous-marins nucléaires (Aukus et les tensions régionales avec la Chine). Pas de véritable dissuasion si on se cale sur le rythme des conflits localisés et meurtriers.

Paradoxalement aussi la multiplication de nouvelles armes nucléaires de plus faibles puissance (armes tactiques) a ressurgi dans le contexte nouveau de la guerre russo ukrainienne, aux avants postes d'un retour de l'Histoire.

NB : toujours le face à face Russie (6500 ogives dont 1600 déployées), Etats-Unis (6 185 dont 1750 déployées) et loin derrière France (300 dont 250 déployées), Royaume-Uni (200 dont 120 déployées), Chine (260 Inde 110), Pakistan (120), Israël (80) et Corée (6).

Plus généralement sans se limiter au seul nucléaire, **la hausse des dépenses militaires** dans le monde ne cesse d'inquiéter. En 2020, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de

2,6%, sur un an pour s'élever à 1650 milliards d'euros, selon le rapport de 2021 du SIPRI (Institut international de recherche pour la paix de Stockholm). Durant la même période, le PIB mondial reculait de 4,4%. La pandémie n'a donc pas freiné les dépenses militaires, on est loin des visions idylliques d'un « après » qui aurait pris conscience des cadrages nécessaires écologiques, économiques ou militaires. Dans un monde incertain et tendu on peut s'interroger avec F. Châtillon sur le règlement pacifique des différends : comment préserver la paix à court et long terme ? « *Lorsque le désordre règne, la reconstruction d'une société devient impossible et la violence se dissémine. Les puissances d'Etat peuvent exploiter une économie de guerre ou profiter du désordre pour se servir stratégiquement, mais personne ne peut mettre fin à l'engrenage. Le terrain appartient à tous (groupuscules, réseaux acteurs informels donc à personne* ». Pour Anne Cécile Robert, le serment de l'Onu « *d'éradiquer le fléau de la guerre et ses indicibles souffrances* » après les 60 millions de morts de la seconde guerre mondiale, semble bien loin, quand le nucléaire revient si près, hypocrisie des supergrands qui sont à l'abri des traités de non-prolifération de 1968, ils multiplient cependant les ventes d'armes conventionnelles. Dans le nucléaire civil, s'ouvre **l'ère des questions** sur la gestion des déchets nucléaires, le démantèlement à l'échelle mondiale de près de 200 réacteurs, les approvisionnements en uranium (réserves estimées à 70 ans un peu plus avec le thorium) menaces qui ont pesé sur les mines de Arlit (Niger), les risques inhérents au terrorisme (drones, crash d'avion sur les réacteurs, détournement de plutonium, hyperterrorisme décrit par F. Heisbourg). Autant de défis qui sont bien sûr atténués pour les pro nucléaires par le faible rejet de GES (-2,5% déjà) les progrès de la sécurité, les gains commerciaux (La Chine vend à l'Algérie la technologie du réacteur d'Ain Oussara et la Corée du Sud veut exporter des réacteurs APR-1400). L'accord CNNC Areva-Orano pour la construction d'une usine de combustibles nucléaires en Chine d'ici 2030 trace les voies d'une coopération approfondie. Etrange concomitance entre un nouveau discours militaire nucléaire et une nouvelle approche du « nucléaire énergie verte et durable ». Mais la guerre en Ukraine constitue un puissant catalyseur. Pour Sylvaine Dhion, ingénieure et membre du Shift Project : « *La Belgique vient de repousser de dix ans la fermeture de ses centrales nucléaires, initialement prévue en 2025. Fin mars, le président polonais a rencontré Joe Biden à Varsovie. Un échange où il a été notamment question d'accélérer le programme de construction de six réacteurs nucléaires dans le pays. Aux Pays-Bas ou en Roumanie, des signaux très clairs en faveur d'une relance de l'énergie ont été émis ces derniers jours. La République tchèque a de son côté officiellement lancé l'appel d'offres pour la construction d'un nouveau réacteur à la centrale nucléaire de Dukovany en mars dernier. Enfin, en dehors de l'Union Européenne, la stratégie de sécurité énergétique du Royaume-Uni, annoncée le 8 avril, prévoit la création de huit réacteurs nucléaires. On ne vit plus dans le même monde qu'il y a deux mois. Des annonces qui étaient orientées vers la lutte contre le réchauffement climatique rejoignent aujourd'hui l'enjeu d'indépendance énergétique* ». Déjà dans un rapport de 2007, l'emploi en Inde et au Pakistan de 100 bombes dégageant chacune une énergie équivalente à celle d'Hiroshima, conduirait à un refroidissement de plusieurs degrés de l'hémisphère Nord pendant plusieurs années en raison du volume de particules considérable issues des incendies causés par les explosions.

Conclusion : « L'inconcevable est devenu (peut redevenir) une évidence du jour au lendemain » Ivan Illich.

Jamais depuis la chute du mur de Berlin, le monde n'a été aussi près d'une crise nucléaire ; un affrontement bilatéral, jour après jour, se met en place, entre Etats Unis et Russie qui détiennent environ 90 % du stock mondial d'armes nucléaires. Le plus grave est, que les règles du jeu disparaissent (F. Heisbourg), les contrôles très intrusifs sur les lieux de production sont en train de disparaître, les traités de réduction et d'élimination des armes nucléaires sont abandonnés ou rognés « *Il est minuit moins deux minutes avant le Jugement dernier* » pour le Bulletin of the atomic scientists de Janvier 2019 ! ...

On laissera B. Tertrais dans son ouvrage la menace nucléaire (2011) poser les termes du débat : « *L'avenir de l'arme nucléaire apparaît donc particulièrement ouvert dans deux ou trois décennies à venir, nous ne verrons sans doute ni prolifération généralisée, ni désarmement total, et nous vivrons longtemps encore sous l'ombre portée de l'arme nucléaire. L'enjeu est sans renoncer à ses bénéfices, de diminuer les risques liés à son existence* ».

SUJET 2 - Le Pacifique : De nouvelles réalités stratégiques.

Quelques questions préliminaires à se poser avant d'aborder toute proposition de plan

➤ **De quoi parle-t-on ?**

- **La nouvelle géopolitique mondiale conduit à évoquer un basculement du centre de gravité géopolitique vers le Pacifique**, (ou plus encore l'Indopacifique). Même attendu (sauf par H. Védrine dans son dictionnaire de géopolitique - étrangement il ne consacre qu'une demi-page ! aux océans majeurs) le sujet l'était sous l'angle de l'Indopacifique, plutôt que du Pacifique. Mais la carte se recentrait sur l'Indopacifique et évoquer **les réalités stratégiques nouvelles du Pacifique** ne pouvait se faire sans impliquer l'Indopacifique : en termes d'échanges économiques, de distribution de puissance, c'est la zone unitaire Indopacifique qui se dessine du Golfe arabo persique au Pacifique inclus qui est de loin la zone de confrontation majeure des prochaines décennies.
- **Le Pacifique est bien l'océan dont la démesure** a longtemps limité les trafics en fonction des contraintes techniques de ravitaillement en charbon (un mois de traversée des côtes américaines à des côtes européennes), et compte tenu des manutentions, des contraintes météorologiques un cargo pouvait au maximum envisager 3 allers- retours dans une année. Même les avions ont eu besoin de relais (îles Marianne pour bombardier le Japon).
- **Le Pacifique est l'océan de tous les superlatifs**. Ce sont donc 180 Millions de km² (Méditerranée 2,5 Millions de km²) soit la moitié de l'Océan mondial ,le tiers de la surface terrestre, une largeur de 17000 km (9200 nautiques) à la latitude de l'isthme de Panama largeur maximale si l'ouest et sud-ouest sont occupés par des archipels denses aux îles étendues (Australie plus grande que les EU sans l'Alaska) autant le cœur est piqueté d'atolls d'archipels dispersés (moins de 100000 km² d'origine volcaniques, avec une rareté des îles le long de la côte américaine, à l'exception des Aléoutiennes. Ainsi les 8,5 Millions de km² de l'Océanie ne couvrent que moins de 5% du Pacifique et à elle seule l'Australie représente 90% des terres émergées. La limite orientale est le cap Horn à 56° de latitude avec le passage de Drake, entre Pacifique et Atlantique de 650 km de large. Occident plus floue, compte tenu de l'enchevêtrement d'archipels du Sud Est asiatique, sauf au sud de la Tasmanie ou la longitude 147° est prolongeant le cap du sud est couramment utilisée comme frontière avec l'océan Indien.
- **Le Pacifique est un océan qui est tout sauf pacifique** ,un nom à contre-emploi avec ses tempêtes, ses cyclones en fin de période estivale, ses courants aux effets importants El niño son volcanisme, sa séismicité correspondant à des zones de subduction, ses chapelets d'archipels volcaniques (ceinture de feu du Pacifique) et des rapports de force géopolitique en perpétuelle recomposition sur la base de fractures et de recomposition d'alliances impliquant a minima Chine, Japon, Etats Unis, Australie et Russie.
- **Le terme « stratégiques » borne le sujet** : il vient de stratégikos cad « général habile à commander » dict Rey. Le mot stratégie dérive du grec « stratos » signifie armée « agein » signifie conduire.

La Stratégie évoque comment faire évoluer un ensemble d'acteurs de façon coordonnée (stratégie des cartels), mener et organiser une action pour parvenir à un résultat tactique. C'est une manière de penser.

Est stratégique ce qui représente un intérêt militaire (ce qui diffère de politique et économique mais pas au point d'oublier ces deux dimensions !). L'adjectif stratégique s'emploie pour désigner ce qui a une importance cruciale pour la réalisation d'un plan (expression point stratégique).

Donc le **caractère stratégique d'un espace lui est conféré** :

- **Par sa place** centrale dans un processus, dans une situation géopolitique,
- **Son positionnement** particulier important, aux enjeux multiples,
- **Sa situation difficile à contourner**, qui n'épargne donc pas les conflits ouverts ou larvés pour se positionner.

L'expression « **nouvelles réalités** » accompagné de la chronologie était une invite à établir une progression dans l'histoire du rôle du Pacifique et une incitation à déboucher sur l'Indo-Pacifique, nouveau théâtre d'influences dans la zone asiatique, nouvelle réalité géostratégique que découvre la Chine sans joie, qu'impose l'Inde sans complexe, que négocient les Etats-Unis sans la France ! qui s'impose à l'Union Européenne (du moins jusqu'au 24 Février) donc à la France résidente de ce nouvel ensemble ! qui anime de plus en plus les débats intérieurs en Australie et ne laissent plus indifférent le Japon dans ses rivalités avec la Chine.

Une problématique efficace est celle suggérée, ciselée par Pierre Royer dans sa « géopolitique des océans et des mers » mise en perspective ancienne mais plébiscitée ; « **de l'aire Pacifique à l'ère du Pacifique** », et qui peut être étoffée avec « **et demain l'ère de l'Indo Pacifique** » cadre géopolitique « **qui est déjà ...dans l'air du temps** » Une question centrale : comment pourra-t-on organiser la coexistence d'intérêts divers voire conflictuels dans l'immense zone du Pacifique en tenant compte des spécificités régionales et locales ? Y a-t-il des acteurs incontournables, des puissances, comme les Etats-Unis de retour avec Aukus, la Chine aux îles Salomon (accord du 19 Avril 2022) dans le prolongement de routes de la soie (Vanuatu Iles Fidji) sans agenda géopolitique mais déjà très présentes ? Le Pacifique est-il le théâtre d'influence où s'évaluent les puissances de demain ?

Accroches possibles :

- D'un côté, la Chine qui avance ses pions, avec le 26 mai, une tournée du ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi dans les petits Etats insulaires (Iles Salomon, Fidji Kiribati, Tonga Papouasie, Nouvelle Guinée, de la région du Pacifique Sud en proposant outre une aide, un projet d'accord de libre-échange leur donnant accès au vaste marché chinois. Ce sont 9 millions d'habitants sur lesquels Pékin espère augmenter son influence proche de l'Australie et de la Nouvelle Calédonie, et disposant de vastes territoires marins. Le projet inclut la formation des officiers de police, des diplomates locaux, un travail d'équipe sur la sécurité traditionnelle et non-traditionnelle, entendons la Cybersécurité incluse, des opérations de cartographie marine, bref un accès aux ressources locales plus aisé.
- Par ailleurs, les Etats Unis, première puissance dans la région ne sont pas en reste en relançant le *Quad*. Joe Biden réactive le pivot asiatique et au moment où il mobilise le monde libre pour défendre l'Ukraine, il saisit ce moment crucial pour affirmer la force du leadership américain dans une autre région vitale : l'Indo Pacifique
- NB : le texte suivant pouvait être une des trames possibles. Ce développement excède bien sûr les exigences du jury, l'impératif de 6 à 8 pages que le candidat se doit de respecter. Il n'a d'intérêt que comme instrument de travail, consolidation de la réflexion, et se veut prétexte à d'amples mises au point pour les candidats et les lecteurs.

1. Des évolutions anciennes s'approfondissent pour faire de l'aire Pacifique, une zone hautement stratégique

A. L'essor confirmé des économies asiatiques riveraines depuis les années 70 :

- **Nouveaux Japon, NPIA et remontée des filières**, intégration dans une DIPP dans laquelle ces pays accèdent de plus en plus à des produits de haute valeur ajoutée (itinéraire de la tonne au gramme cad de l'acier à la puce). Le décollage de ces pays émergents épouse les besoins des marchés occidentaux en produits électroniques (produits bruns) en biens de consommation à moindre coûts (spectre large du textile en passant par l'automobile ou l'électroménager) promu par des conglomérats actifs (cf. en Corée du Sud, les chaebols Les 5 plus grands SK Incheon Petrochem, Hyundai Motor, POSCO, Hanwha et Hyosung, s'engageront ainsi encore en 2021 dans un plan hydrogène de 38 milliards d'euros).
- **Un essor confirmé par la tentative d'une intégration régionale de l'APEC** dès 1989 (Asia Pacific Economic Cooperation) fondée en 1989 et regroupant initialement quinze pays bordant l'océan Pacifique : États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Corée du Sud, les pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), Taiwan, Hong Kong et la Chine. L'objectif est de faire de la zone « un pôle de promotion du libre-échange et un modèle de régionalisme ouvert » (le Mexique et la Papouasie, la Nouvelle Guinée suivi du Chili, de la Russie, du Pérou, du Vietnam au sommet de Vancouver en 1997). En 1992, l'APEC s'est donné un secrétariat, basé à Singapour, et un budget qu'alimentent principalement les États-Unis et le Japon. **Les 21 membres** sont donc à des titres fort différents associés à cette zone géographique la plus dynamique du monde. Ils représentent à eux tous près de 60% du revenu mondial, et leur commerce près de 50% du commerce international. L'APEC a été utilisée par les États-Unis pour peser sur l'Europe dans les négociations du cycle de l'Uruguay (1986-1993). La Chine s'en sert comme moyen de pression économique sur les États-Unis pour compenser les demandes de ces derniers en faveur des droits de l'homme. Les autres pays d'Asie du Sud-Est utilisent ce forum pour contourner un tête-à-tête institutionnel avec le puissant Japon. L'ensemble des partenaires se fixent des calendriers précis d'intégration dans la dynamique de la mondialisation au sommet de Bogor en 1994 : libéralisation complète, les échanges commerciaux et les investissements en 2010 pour les pays à économie développée et en 2020 pour les autres.
- **Le couple sino-américain. Condamnée** à une croissance à deux chiffres par son accroissement démographique brut et l'exode rural et le repositionnement comme grande puissance, la Chine fait dès les années 80 de l'espace pacifique un des espaces de projection de ses potentiels... Et de même si les États-Unis restent sur le balcon du pacifique le « coup de tonnerre » du Bandoeng afro-asiatique en 1955 n'a pas enterré la logique des blocs : l'ASEAN (5 membres en 1967, 10 en 2011) naît plus comme front de résistance anti-communiste sous la tutelle des États-Unis que comme zone d'intégration commerciale. Le Japon accepte son statut de « ugly americans of Pacific » et peu ou prou entérine le fait que l'archipel devient la base avancée des États-Unis dans la région, au prix de concessions américaines, à la reconstruction (aide, parapluie atomique, réformes pragmatiques et aides indirectes) (yen sous-évalué et plan Dodge). Les États-Unis téléguident le décollage des dragons même si on les rebaptise nouveaux Japon, en s'accommodant de l'absence de démocratie (dictature du général Park en Corée du Sud), et moyennant des garanties militaires (bases de Guam dans le Pacifique, de Diego Garcia dans l'Océan Indien, de Subic Bay et de Clark aux Philippines) pour endiguer la victoire communiste en Chine et en Indochine. L'URSS veut asseoir sa tutelle mais échoue en Chine pendant le grand bond en avant. Reconnue par les États-Unis en 1972, la Chine secoue

l'autorité russe en s'imposant comme modèle alternatif (Albanie et Afrique) l'invasion de l'Afghanistan (1979-1988) et le retrait d'Afghanistan des Russes en 1986 consacre le discrédit de Moscou dans la région, sauf conduit pour le cavalier seul de la puissance extérieure américaine et les prétentions régionales de la puissance chinoise.

- En résonance en 2016, B. Obama impulse **l'Accord de partenariat transpacifique TPP**, qui est un accord de libre-échange comprenant douze des pays de l'APEC. Certains partenaires importants de l'APEC n'en font pas partie, notamment la Chine, la Russie, la Corée du Sud et l'Indonésie accord qui sera abandonné par D. Trump. L'Histoire du monde se ferait-elle en Asie ?

B. Des routes maritimes désormais orientées vers l'Asie à sécuriser

- **Basculement à la fin des années 70** avec la décolonisation, l'émergence des pays de l'Asie orientale sur la scène économique mondiale. **L'Asie orientale nouvelle frontière de la fin du XX siècle ?** 9^{ème} centre de gravité mondial dans l'Histoire comme ont pu l'être la lagune de Venise, le havre marchand de Anvers ou le port de la première mondialisation de Londres ?
- Après le siècle de l'humiliation, les tensions de la décolonisation, les frictions inhérentes aux nationalismes, l'Asie orientale a su bénéficier des apports de puissances régionales. Le Japon par sa DIT régionale au cœur de la façade pacifique, la Chine par son rôle affirmé de puissance régionale pacifique et sa diaspora, les NPI asiatiques par leur aptitude à saisir les évolutions des marchés (Corée du Sud dans l'automobile ou la technologie des smartphones), ont contribué à consolider le décollage de la région et à susciter de nouveaux tropismes (même pour l'Union Européenne dans son forum asiatique annuel). Les affrontements internes de trois couples antagonistes opacifient l'avenir : Corée du Sud /Corée du Nord ; Chine /Taïwan ; Chine/Japon. L'ensemble paraît trop disparate pour connaître une évolution fédératrice, mais stratégique au niveau de l'économie mondiale
- **Dès le début des années 80 les flux transpacifiques dépassent les flux atlantiques** pour la première fois, surtout dans le Pacifique Nord à l'image de ce qui se passe dans l'Atlantique, les zones Sud étant peu empruntées par les routes commerciales. Pondéreux importants en tonnage et moins en flux financiers et produits manufacturés plus important en termes de valeur y circulent ; les industries et banques japonaises donnent des leçons à leurs concurrentes euro américaines sur leur propre marché tout en préservant jalousement leur archipel.
- **Routes structurées autour d'un axe Tokyo Singapour et centré jusque dans les années 90 sur les ports coréens** (Busan) Taiwan ZIP de Kaohsiung et Hong Kong, axe un peu plus décalé vers la Chine continentale. La Chine est devenue une hyperpuissance portuaire avec 3 régions maritimes équipées les ports du Golfe de Bohaï au Nord au centre le complexe portuaire de Shanghai Nigbo et au sud les ports du delta de la rivière des Perles autour de Shenzhen ? La Chine reste l'atelier du monde même si son marché intérieur s'accroît. La pandémie a confirmé la dépendance des pays occidentaux attirés par les coûts de la main d'œuvre à l'égard des chaînes de valeur asiatiques de la conception à la fabrication des produits.
- 17 des 20 premiers ports mondiaux sont localisés dans l'Indopacifique et **les 9 premiers ports mondiaux de Shanghai à Tianjin le sont dans le Pacifique**. Véritable course à l'infrastructure portuaire faisant de la Chine après historiquement le Japon, un hub portuaire avec la Rangée Chinoise dernière méga façade apparue, mais la plus importante en trafic face à la côte ouest américaine et sa mégapole littorale en formation San Diégo - San Francisco.
- **Des détroits et passages stratégiques** comme le détroit de Malacca, hub, passage obligé (85202 navires en 2018 ou 80% du pétrole destiné à la Chine) passages encombrés fragiles et

situés dans des zones sensibles. Il est possible pour André Louchet (Atlas des mers et océans Autrement) d'imaginer un conflit dans la région de la péninsule malaise qui pourrait entraîner une fermeture de la route maritime, passant par le détroit de Malacca, de là, la recherche de route de substitution et l'agrandissement du canal de Panama ou le projet de canal nicaraguayen font partie des réponses. D'ores et déjà, la piraterie maritime à proximité de ce détroit crée des tensions et des surcoûts d'assurance et une extrême vigilance des puissances concernées. Le Pacifique devient donc depuis 3 décennies au niveau énergétique une priorité avec le hub de Malacca

C. Le Pacifique n'en est plus aux prophéties auto réalisatrices.

- Choisi par Marx : « *L'Océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans l'Antiquité ; celui de grande voie d'eau du commerce international et l'Océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure comme c'est le cas aujourd'hui de la Méditerranée* » Nouvelle Gazette Rhénane publié en 1850.

Elu par les Américains à l'orée du XXème siècle comme « océan d'avenir », et investi au terme du traité de San Francisco (1950) le Pacifique est donc au début du XXIème siècle un **des points névralgiques de l'ordre mondial**.

- Le basculement économique ne faiblit pas surtout quand la Chine se donne les moyens de convoquer 49 pays africains à son forum de 2021, d'animer des routes de la soie qui critiquées, souvent inachevées, et sources d'endettement n'en demeurent pas moins des axes structurants l'ascension internationale de la Chine. On en est plus aux interrogations sur les modèles des nouveaux Japon mais bel et bien à l'installation de ces pays émergents comme pays émergents clés d'un NOEI mondial dans la nouvelle DIPP.

Le Japon lui-même, ne peut être réduit à sa crise démographique et à une disparition programmée pour auteurs le mal de sensation à l'horizon 2100. Face aux velléités expansionnistes de la Chine, le Japon procède depuis une dizaine d'années à une modernisation de sa marine. Le réarmement s'est accéléré avec les directives de Shinzō Abe (2012-2020) face aux revendications accrues de Pékin sur les îles Senkaku, Diaoyu au sud-ouest de l'archipel mais aussi face au développement du programme balistique nord-coréen. Dans la période 2019-2023, la marine japonaise devrait recevoir 23 nouveaux navires, et les objectifs sont clairs disposer de 4 groupes navals composés d'un destroyer porte hélicoptères et de deux destroyers, équipés du système antimissile Aegis missiles co-développés avec les ERU et deux frégates aux capacités furtives multi missions. La marine japonaise devrait aussi augmenter ses sous-marins avec un objectif de 22 sous-marins de type Taigel. Même s'il s'en défend car officiellement ne disposant que de force d'autodéfense, le Japon pourrait intervenir à terme dans un périmètre élargi. Elle possède une base à Djibouti destiné à lutter contre la piraterie maritime. Elle effectue des exercices navals dans des zones lointaines (Malabar) et en mer de Chine méridionale zone contestée. La Russie multiplie les exercices communs avec la Chine dans le Pacifique et les missiles hypersoniques compensent l'insuffisance des grandes unités de surface.

- **L'Océan Pacifique devient une priorité pour les Etats sans arrière-pays comme Singapour ou le Brunei mais aussi de grands Etats très liés au transport maritime** comme le Japon, Taïwan, la Corée du sud et l'île de Ceylan, Sri Lanka sorte de relais entre les deux océans majeurs indien et pacifique avec le port d'Hambantota, réplique de celui de Galle à l'époque portugaise puis Hollandaise, objet de toutes les attentions de la Chine, justification s'il en fut d'un « *containment* » par les Américains dans la région. Alors que l'Atlantique s'impose comme océan central du XVIème au XXème siècle, **le Pacifique est et sera celui du XXIème siècle**

prophétisé et vécu comme tel. Tout converge donc pour promouvoir dans une approche braudélienne ou huntingtonienne **le Pacifique comme un nouveau centre d'impulsion civilisationnelle.** Les pays riverains incluent d'ailleurs les 3 premières puissances du monde : Chine, Japon, Etats-Unis par le PIB, les plus grands commerçants, la moitié des pays du G20, même si tous ne sont pas innervés par le Pacifique, la plus peuplée des zones de libre-échange (Asean+Chine). La contrepartie de ces mutations, est l'augmentation des préoccupations environnementales par exemple dans le pacifique Sud : réchauffement climatique et submersion des côtes, rejets de plastiques et pêches hauturières avec « overfishing » et épuisement halieutique. Plus conflictuelle encore, est la territorialisation des mers, et les rapports de force pour contrôler des zones économiques exclusives riches de potentiels minéraux, énergétiques et stratégiques.

2. Une nouvelle donne conforte l'ère pacifique et accentue les conflictualités dans cette zone clé de la reconfiguration de l'ordre international au XXIème siècle

A. De l'aire pacifique dynamisée à l'ère du Pacifique installée :

Le continent asiatique doit être repensé comme un marqueur et un pulsateur de la mondialisation et de l'Histoire contemporaine (P. Grosser). Ce **basculement conjugue plusieurs évolutions consolidées.**

- **La montée en puissance exceptionnelle de la Chine**, à la fois rapide, impressionnante par les niveaux atteints et par les registres de puissance mobilisés (puissance à 360 degrés dont parle (A. Ekman) et surtout une prétention plus ou moins affichée à se faire la garante du multilatéralisme et la gestionnaire d'un Nouvel ordre international. Un effet « magnet » reformate les circuits d'échanges traditionnels : le rival systémique chinois s'installe et impressionne. La Chinafrique devient un banc d'essai pour la puissance chinoise 10000 entreprises chinoises couvrent 13% de la production africaine (Ethiopie terre d'élection). En Amérique latine, l'Alliance du Pacifique tisse des liens entre 4 pays d'Amérique latine (Chili, Colombie, Pérou et Mexique) depuis 2011. L'Amérique Latine et les Caraïbes composés de 33 Etats devient une région hautement stratégique avec son marché de 646 Millions de consommateurs, 18% des ressources pétrolières mondiales, un quart des zones cultivables, un tiers de l'eau douce et d'importantes ressources minérales autant de données qui suscitent les convoitises. Aux Etats-Unis « *le pivot asiatique* » sous B. Obama doublé du partenariat transpacifique veut à la fois contenir la puissance chinoise et réévaluer la présence américaine dans cet ancien lac américain. Pour des impératifs de sécurité et de débouchés. La 7ème flotte garantit le libre accès des mers, même la Russie devant l'échec d'une Eurasie plus européenne qu'asiatique et la nécessité de débouchés énergétiques après les sanctions européennes, veut aller plus loin que l'OCS (organisation de coopération de Shanghai) sans toutefois apparaître comme un « *junior partner* » d'une Chine active en Asie centrale : statut oblige ! La France se souvient de son rôle de pionnière dans la reconnaissance de la Chine en 1966 Peugeot y voit son salut (Dongfeng). L'Union Européenne rêve de partenariat avec Pékin qui « achète le monde » comme en d'autres temps.

On peut parler d'une **centralité de la Chine** qui a noué des accords commerciaux avec plus de la moitié des pays de la planète, accords qui sont pour Pékin, des leviers politiques afin d'asseoir son influence et de façonner un environnement international à sa convenance. Alliés, Washington, Tokyo et Séoul ont rejoint l'accord commercial liant une quinzaine de pays d'Asie

à la Chine mais excluant les Etats-Unis et les pays européens ont conclu un AGI un préaccord sur les investissements avec Pékin.

- **Les tropismes vers l'Asie, les pivots asiatiques** qui ne concernent pas que celui décidé par B. Obama et Hillary Clinton en 2011, mais aussi un pivot asiatique russe, réponse à l'échec du projet eurasiatique et à un isolement croissant de la Russie, ou le pivot asiatique de pays africains émergents parfois (Ethiopie) qui sont séduit par le « win win » proposé par les Chinois et les aides sans contrepartie doctrinale accordées. Enfin, l'intérêt accru pour l'Asie manifesté par l'Union Européenne au regard d'un certain effritement de l'atlantisme sous B. Obama. Sous D. Trump de façon délibérée (son scepticisme devant une Europe incapable de se mobiliser militairement) et ce jusqu'au retour d'un atlantisme contraint (?) après le 24 février 2022.
- **La relativisation du rôle stratégique de l'Europe** face au contraire à l'importance croissante des partenaires asiatiques des Etats-Unis : Japon, Corée du Sud, Inde et Australie de plus en plus structurés : Malgré une présence historique des liens culturels forts, des accords de libre-échange féconds (cf. avec la Corée du Sud 2011) des politiques de développement originales dans le cadre des accords OEACP (organisation de Etats Africains, Caraïbes, Pacifique) de 2021 soit 1,5 milliards de personnes sur 4 continents et 106pays - l'Union Européenne ne paraît pas bien préparée au rendez-vous du Pacifique. (cf. Alliances Aukus/Quad et leurs turbulences. Certes la faiblesse de l'Europe n'est que relative, F. Encl n'hésite pas à nommer « *l'authentique grand émergent de demain* » si elle sait trouver les moyens de sa puissance et de se sentir activement responsable et défenseur de ses valeurs : celles-ci ne sont pas à inventorier mais à porter et projeter. Vaste programme pour l'heure plus au niveau des intentions que de l'action.
- **L'explicite débat sur le triomphe du modèle oriental** ou à défaut la relativisation de l'universalisme du modèle occidental ou à défaut la reconnaissance de succès du modèle asiatique, cela vaut d'ailleurs pour l'exhumation de valeurs asiatiques qui seraient une sorte de cache misère des erreurs de l'Occident, et qu'un alibi pour expliquer les comportements de repli et le déclin des industries occidentales. Le Japon désormais partenaire obligé (minerais stratégiques et débouchés). **Cette polarisation est d'autant plus naturelle que l'érosion des positions de l'Occident est d'actualité.** La désindustrialisation peut soit construire des murs (protectionnisme de l'Amérique d'abord) soit appeler des partenariats et des délocalisations en Asie car « l'Amérique n'est pas seule » consentait D. Trump. La crise des subprimes peut conduire à chercher des appuis pour atténuer le poids des dettes souveraines (Grèce, Espagne) dans cette Asie pacifique riche de son épargne. Les positions plus friables sur le front idéologique des démocraties libérales qui en surprotection de l'intérêt individuel sacrifiant quelque peu l'intérêt général (Abam Shulsky) ou décadence des mœurs dénoncée par le Kremlin (homosexualité, individualisme outrancier) peuvent faire espérer des valeurs asiatiques de « solidarité », de contractualisation des rapports Etat/société, des valeurs de travail, de respect des hiérarchies. Autant de clichés que l'Occident aime instrumentaliser pour expliquer son propre déclin. Les extrapolations des capacités de l'Asie (CEPII ou Banque asiatique) rassurent lorsqu'elles pronostiquent que la part de l'Asie émergente devrait doubler entre 2010 et 2030 pour atteindre 30% du PIB mondial voire 50% en 2050. Face à l'universalisation plaquée du modèle occidental, les cultures du Pacifique veulent s'exprimer au-delà des musées (Aborigènes d'Australie, Maoris, Mélanésiens, Polynésiens, Micronésiens...).
- **L'apparition d'une nouvelle bipolarité Chine/EU** très éloignée des promesses iréniques d'une Chinamérique, d'un condominium Chine Etats-Unis, avec pour les pays asiatiques un choix douloureux souvent entre route de la soie chinoises et partenariats économique militaires avec

les Etats-Unis sur fond de bras de fer Etats-Unis/Chine, au niveau commercial ou au niveau des valeurs (points d'achoppement de Hong Kong et des minorités ouighours). Le fait saillant du paysage international, celui qui bétonne l'horizon est et restera le conflit sino-américain, dans la continuité pour les Américains de la politique inaugurée par B. Obama, reprise par D. Trump (Chine « *rival systémique* » depuis 2017) et confortée par J. Biden. Dès sa nomination Antony Blinken n'a-t-il pas affirmé « *il ne fait aucun doute que la Chine représente pour les Etats-Unis le défi le plus clair qu'aucun Etat nation ne leur a jamais posé* »

- **L'entrée dans un monde de « guerre d'influence »** (Frédéric Charillon) où des puissances seraient reconnues comme influencées par leur histoire, leur héritages culturels religieux parfois, linguistique souvent. **Le Pacifique est tout désigné pour être un des théâtres de ces guerres d'influence** notamment en mer de Chine ou dans l'étranger proche coréen. Ainsi pour la Chine le premier horizon maritime chinois est les eaux vertes des deux mers de Chine et le plan de sa marine inclut les eaux bleues du pacifique occidental.

B. Une mobilisation de tous les acteurs de la zone au-delà de la confrontation sino-américaine.

- **-les Etats-Unis n'ont jamais renoncé à faire du Pacifique une sorte de lac américain** : à partir de la présence américaine dans la région. Pendant la guerre froide se sont tissées des alliances, et des partenariats féconds. Les priorités sont parfois à géométrie variable, amis en arrière-plan figure une volonté de participer à l'ordre régional pacifique ; le TPP n'a pas eu d'avenir car D. Trump en a fait un legs de B0 Obama à effacer mais pour les Américains on rappellera **l'obsession sécuritaire**.
 - ✓ Les partenariats avec les Philippines ex-colonie espagnole qui leur est léguée par le traité de 1898,
 - ✓ Les retrouvailles avec le Vietnam après l'aplanissement de contentieux sur les séquelles de la guerre,
 - ✓ Les alliances tissées dans le nouvel espace Indopacifique comme l'alliance militaire Aukus avec l'Australie et le Royaume-Uni pour tenir à distance la Chine sur le front maritime,
 - ✓ Leur présence territoriale est toujours d'actualité avec Hawaï, les Samoa, Guam et les Mariannes et l'ancienne tutelle sur les archipels qui sont indépendants depuis peu. Présence dans l'Océan pacifique de « relais insulaires de contrôle » (Olivier Zajec). Guam est un véritable porte-avion américain fort de 7000 hommes, la plus grande des îles des Mariannes comporte plusieurs bases américaines dont celle de l'US Air force au Nord et celle de l'US Navy sur le port de Apra. Au-delà de Guam, les Etats-Unis maintiennent des liens avec la Micronésie où ils relèvent leur présence militaire et leur aide au développement.
 - ✓ Plus généralement en tant que puissance établie (A. Ekman) les Etats-Unis attendent de leurs alliés une position claire et convergente sur la Chine : opposition au projet des routes de la soie OBOR fermeture de leur marché aux réseaux 5G de Huawei, aux produits et services d'entreprises impliquées dans le système de surveillance et de travail forcé au Xinjiang. Force est de constater que lorsque les Etats-Unis abandonnent le TPP et se lancent dans des sanctions commerciales contre la Chine cela entrava la croissance de ses alliés et partenaires (cf. ralentissement de la croissance japonaise et coréenne en 2018).
 - ✓ Les mises en garde sur le détroit de Taiwan et la ligne rouge théoriquement imposée à la Chine, définie comme ennemi principal rival systémique. En décembre, 2021 les Etats-Unis n'ont pas hésité à mettre en avant une nouvelle alliance sécuritaire Aukus qui a évincé la France des méga contrats de sous-marins avec l'Australie et a confirmé ses exportations de technologies nucléaires.

- ✓ La réactivation du dialogue quadrilatéral pour la sécurité entre Inde, Japon, Australie et Etats-Unis (Le Dialogue quadrilatéral) pour la sécurité ou en anglais **Quadrilatéral Security Dialogue (QSD ou Quad)** est une coopération informelle entre les **États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde** dans les **années 2000 et 2010**).
- ✓ L'heure est désormais aux constructions de convergence et de faire en sorte que les Etats-Unis dominent non pas par l'exemple de leur puissance, mais par la puissance de leur exemple une réhabilitation post Trump fort bienvenue. C'est dans ce sens que doit fonctionner l'IPEF (Indopacifique Economic Framework).
- **La Chine dans son mot d'ordre « go global » se projette d'abord dans le Pacifique** et les marqueurs de cette stratégie sont nombreux quitte à « **créer des dépendances et acheter des amitiés** » (A. Ekman).
- ✓ Animation de ports, relais d'influence sous le nom de Collier de perles inventé par la CIA pour narrer ce nouveau défi du rival systémique chinois.
- ✓ Interventions en mer de Chine pour affirmer des droits sur des îles (Senkaku Natuna) contourner des décisions internationales (rocher de Scarborough pourtant attribué aux Philippines, consolider une ZEE riche en pétrole gaz, ressources halieutiques et potentiel stratégique, et contrer le droit de navigation réclamé par les Etats-Unis.
- ✓ Avec plus de 600 navires, un 3^{ème} porte-avions attendu en 2021, la flotte chinoise prétend verrouiller les mers de Chine pour en faire des lacs chinois et repousser l'influence américaine au-delà de cette ligne qui passe par Guam et les îles Marianne, loin en haute mer. Pour contrer l'expansionnisme de Pékin les Etats-Unis envoient régulièrement des bateaux militaires dans la zone des 12 miles chinois pour défendre le droit à la libre navigation et cela vaut pour l'heure de simples escarmouches symboliques ; Paradoxalement les pays ascitiques inquiets comptent sur la présence américaine non sans se rapprocher de la Chine (RCEP lancé comme alternative au TPP abandonné par les Etats-Unis en 2017).
- ✓ L'accord de libre-échange signé le 15 novembre 2020, par quinze pays d'Asie-Pacifique (les 10 membres de l'Asean plus Chine, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle Zélande) couvre un tiers de la population de la planète et un tiers de la production mondiale, c'est le premier accord des 3 poids lourds économiques de la région Chine, Corée du Sud et Japon. Il est célébré par la Chine comme une victoire du « multilatéralisme et du libre-échange » face à « l'unilatéralisme américain », certes l'accord ne conclut pas l'agriculture, ni tous les services, il laisse aux portes l'Inde (depuis 2019) mais il exprime clairement les visées chinoises sur la région ;
- ✓ La création de routes de la soie étoffe le dispositif avec certains terminaux Gwadar ou celui du corridor du Bangladesh qui constituent des têtes de pont d'un leadership régional. La Chine a multiplié les manœuvres militaires autour de Taiwan, du canal de Bashi entre Taiwan et les Philippines en mer de Chine du Sud, suffisamment stratégique pour voir transiter 2 porte-avions américains en Juillet 2020 : le Nimitz et le R. Reagan pour se rendre aux îles Paracels occupées par la Chine et revendiquées par le Vietnam. Pour la Chine, dès les années 1980, les stratèges militaires chinois l'ont identifiée comme un problème pour la sécurité du pays, car le canal de Bashi se trouve sur ce qu'on appelle « la première barrière d'îles », Il s'agit d'une autre frontière naturelle formée d'archipels qui s'étendent des îles Kouriles (nord du Japon) jusqu'à Bornéo, quelque 6 200 kilomètres plus au sud. Les autorités chinoises craignent que les bouts de terre le long de cette barrière entre Taïwan et les Philippines soient utilisés comme des avant-postes « par des puissances étrangères » à commencer par les États-Unis. Pour bloquer l'accès au Pacifique ou même se projeter militairement sur le sol chinois, dans les détroits de Miyako couloir

international entre les îles japonaises de Miyako et d'Okinawa, afin de gagner l'ouest du Pacifique.

- ✓ **La Chine a même théorisé le lien entre développement et positionnement maritime** avec Liu Huaqing 3^e commandant de la flotte chinoise (1982-1987) promoteur du concept de défense au large comme stratégie navale « *La zone opérationnelle de la marine sera la première chaîne d'îles (Spratley, Scarborough Rief, Paracels). Quand nos forces navales se renforceront nous passerons au pacifique Nord et à la seconde chaîne d'îles (Guam, Ohasiwa et Saipan)* » et même une 3^e ligne idéale (Hawaï). Pour les Chinois la stratégie navale doit viser à remporter une guerre locale sur mer, à renforcer la sécurité de la défense côtière du pays et à préserver la souveraineté des eaux territoriales de l'État et ce en travaillant obstinément pour atteindre l'objectif « *d'un pays maritime fort* » NB : Pour autant la Chine affirme la nécessité de dissuader les guerres et appelle à s'opposer aux actions qui visent à interférer dans les affaires des autres. Elle développe dans ce sens une stratégie de déni d'accès et de neutralisation des bases avancées américaines afin d'empêcher toute projection de puissance de l'armée américaine.
- ✓ La Chine ne perd pas une occasion pour dénoncer le risque de prolifération nucléaire même en s'opposant à la mise en place de la nouvelle alliance Aukus. Son activisme dans la signature de traités débouche sur le Partenariat régional économique global le RCEP signé avec 14 pays dont le Japon et des alliés des États-Unis, Corée du Sud, Canada, Union européenne, Royaume-Uni. Obstinement la Chine veut faire un cercle d'amis de la Chine susceptibles de marginaliser les États-Unis et leurs alliés même dans des domaines comme la gestion du cas Ouïghour (cf. 53 pays soutiennent sa politique au Xinjiang en réponse aux protestations conjointes de 39 pays contre les violations des droits fondamentaux dans la province).

C. Mais au-delà de cette nouvelle bipolarité qui chaque jour retrouve une actualité tragique, d'autres puissances ne comptent pas jouer les figurants (F. Charillon).

- Les revirements militaro stratégiques de l'Australie qui met fin à son contrat de livraison de sous-marins français montrent sa sensibilité à un containment de la Chine et de la Russie sous l'emprise des Américains avec ses alliés historique donc Etats-Unis et Royaume-Uni (cf. carte).
- **La Russie** n'a pas abandonné ses prétentions sur les Kouriles et les sanctions du Japon à son encontre sont le prétexte d'un arrêt des négociations. La Corée du Nord expérimente le salaire de la peur en tirant des missiles qui échouent dans les eaux territoriales japonaises et continue de finaliser son programme nucléaire bravant les injonctions de la communauté internationale.
- **Chaque puissance riveraine** réagit en fonction de son ADN stratégique aux initiatives régionales ainsi le Vietnam est favorable à Aukus et y voit un moyen de contrer toute agressivité chinoise alors que la plupart des pays de l'Asean surtout Indonésie et Malaisie sont inquiets de la fragmentation de la sécurité au travers de ce partenariat mini latéral. Pour l'Asean ce qui prime c'est faire de la région une zone de paix, de liberté, de neutralité or Aukus est une des manifestations de la course aux armements dans la région
- **Le Pacifique d'ailleurs devient une des zones les plus militarisées**, intégrant les plus grands importateurs d'armements et bien au-delà de ce que peut représenter le Moyen Orient. États Unis et Chine sont de loin les 2 premières puissances navales. Le Japon a confirmé sa sortie du dogme de 1 % du PIB pour les dépenses militaires en place depuis 1976 en budgétisant 47,2 milliards d'euros de dépenses en 2021 l'objectif étant 2 % du PIB pour le PLD avec une montée en puissance de la FAD (force d'autodéfense face à la Chine et aux incartades de la Corée du

Nord) .Le Japon a même mené des exercices militaires avec des nations européennes comme la France le Royaume Uni l'Allemagne Séoul prévoit aussi des dépenses record (41,3Mds d'euros pour mettre au point un petit porte-avions , de nouveaux missiles d'autant plus que les EU ont levé leurs restrictions

3. L'avenir s'écrit cependant dans un nouvel ensemble l'Indopacifique qui tente d'être plus qu'une zone d'affrontement sino-américain.

A. L'Indopacifique : un nouveau théâtre d'influences ?

- **L'Indopacifique s'impose depuis la fin de la décennie 2000-2010 comme le nouveau cadre de réflexion géopolitique** avec un glissement théorique d'un espace économique et diplomatique à un espace d'affirmation de la puissance militaire. Ce nouvel ensemble associe l'océan Pacifique et l'Océan indien voie de passage pour les 7 mers du monde, et nul mahaniste ne niera que qui « contrôle l'Océan Indien contrôle l'Asie » et que c'est dans le Rimland asiatique que se trouve entre grandes puissances les enjeux de domination. Cet ensemble est souvent assimilé à une réinvention ou une déconstruction de l'ancienne Asie Pacifique, jugée trop économique au profit d'une vision plus stratégique reliant deux théâtres maritimes majeurs pour la croissance mondiale dans un contexte de compétition de puissance exacerbée. L'initiative en revient à Shinzo Abe qui dès 2007 se veut le parrain de cet ensemble libre et ouvert, d'autres puissances ont répondu à ce rendez-vous stratégique comme la France, l'Australie, les Etats-Unis et le conflit sino-américain a envahi l'espace. L'approche frontale avec la Chine est claire, pas nécessairement partagée par toutes les puissances de la région, même si la priorité est donnée aux questions de souveraineté maritime et de défense d'un ordre multilatéral fondé sur les règles de droit et de liberté de navigation et de survol. L'unanimité ne se fait pas sur d'autres dossiers prioritaires comme la lutte contre la dégradation de l'environnement, le pillage des ressources halieutiques, la protection de l'économie bleue, notamment de pays africains et d'Etats insulaire d'Océanie.
- **L'Indopacifique : loin d'être consensuel ce nouveau concept porte en lui-même toutes les rivalités stratégiques d'aujourd'hui et de demain.** Il superpose une mosaïque de tensions : crise nucléaire nord-coréenne conflits territoriaux irrésolus, conséquences sécuritaires du changement climatique :
 - il évacue en unissant les 2 océans majeurs indien et pacifique, la référence à l'Asie ou à la Chine est bien une expression imposée de l'extérieur par les pays Occidentaux, comme toutes les autres appellations régionales (Grataloup, 2015).
 - il fait de l'émergence indienne un phénomène rééquilibrant par rapport à l'ascension chinoise, en ce sens, le nouvel espace Indopacifique redonne du poids aux **tentatives indiennes de faire de l'océan Indien l'océan des Indiens et la charnière du monde, centre de gravité des échanges maritimes et de la croissance.** La puissance est sans complexe désormais : elle se nourrit de sa puissance démographique, de sa puissance militaire et nucléaire, de sa croissance économique (Le potentiel productif de l'Inde est surtout apparu dans le domaine de la Nouvelle économie. Le pays donne l'impression de sauter le stade de pays atelier, une étape de l'industrialisation pour investir d'emblée les hautes technologies : Son industrie spatiale lance des fusées, des satellites et veut envoyer une mission inhabitée vers la lune, son industrie pharmaceutique est la première au monde pour la fabrication de médicaments génériques, l'industrie informatique et électronique est florissante autour des deux villes de Bangalore et Hyderabad, le pays est le second exportateur de logiciels). Sa puissance est confortée par son insertion croissante dans les échanges mondiaux, particulièrement dans les échanges de services, son potentiel technologique, son appétit pour

le multilatéralisme sa reconnaissance dans les instances internationales comme une puissance incontournable : ainsi membre du G20, membre non permanent du conseil de sécurité de l'ONU, pilier de la SAARC même si celle-ci est au point mort et sa démocratie qui mythiquement est la plus vaste du monde.

- il peut être interprété comme un rapprochement souhaité entre puissances régionales moyennes dans le contexte d'un repli potentiel des Etats-Unis, le « lead behind » depuis B. Obama.

- il conforte le rôle d'espace stratégique du 6^{ème} continent (les océans – P. Papon) en voulant faire converger les valeurs, la liberté de navigation sur mer et le rejet de la force pour changer le statu quo.

- il peut apparaître aussi comme un projet incarnant une alternative aux routes de la soie, deux des grandes propositions pour organiser le basculement du monde.

- il est volontiers associé à une volonté de « containment » chinois, et c'est dans cette acception que les Chinois le refusent mais pour Valérie Niquet le concept ne s'oppose pas à l'émergence de la Chine mais au fait qu'elle émerge avec une stratégie de puissances globale, propre à un système interne très particulier celui d'un parti communiste ultra autoritaire nationaliste et agressif.

- il donne plus d'ampleur au pivot asiatique observé dans le multilatéralisme, cette sorte de magnet vers le Pacifique et conforte le projet de la Navy de répartir ses forces selon un rapport 69/40 entre Indopacifique et le reste du monde avec la 7^{ème} flotte basée à Yokosuka (Japon) avec ses deux porte-aéronefs : USS Bonhomme Richard et l'USS Denver et la 3^{ème} basée en Californie, La Flotte pacifique compte 200 navires/sous-marins 1200 aéronaves 130000 marins et civils s'appuyant sur des bases à Diego Garcia, Singapour et Corée du Sud et le plus grand commandement opérationnel du corps de Marines dans le monde.

- il suggère les lignes de front de demain surtout quand la Chine fait du Quad un « Otan asiatique » qui menace sa sécurité directe. Le quad a été relancé : ce dialogue quadrilatéral créé en 2007 à l'initiative du Japon entre Etats-Unis, Inde, Australie et Japon mais sans la Corée du Sud soucieuse de préserver des relations correctes avec la Chine. Un projet suffisamment ouvert pour être considéré par certains observateurs comme une alliance XXL contrepoids à la Chine plastique et inachevée. Cela n'empêche pas de s'interroger sur le face à face de 2 projets : un ensemble soutenu par les Etats-Unis, le Japon, l'Inde, la France, l'Indonésie, l'Australie et les routes de la soie chinoise.

- **L'Indopacifique prend le relais du seul Pacifique** pour traduire les évolutions des stratégies. C'est là que transite les 2/3 du commerce maritime mondial, se décide désormais l'avenir des hiérarchies mondiales et la carte à ce titre était intéressante car la France a des prétentions légitimes dans la région : elle a plus qu'un strapontin, elle y a des territoires, des zones maritimes partie de ses 11 Millions de km² de Zones économiques exclusives, des populations et des bases militaires et capacités de projection. Mais intérêt ne veut pas dire activisme car la France dans la région craint d'être entraînée dans une confrontation sino-américaine L'avenir du Pacifique pourtant ne peut s'écrire autour des seuls Etats-Unis, Grande Bretagne, Australie, mais quel prix la France est-elle prête à payer pour rejoindre ces partenaires ? Comment négociera-t-elle les lendemains du camouflet de l'annulation des contrats de venet des sous-marins à l'Australie en septembre 2021 ? Se contentera-t-elle des excuses de l'exécutif de Washington ? Les Etats-Unis dans leur compétition avec les Chinois, ne peuvent se passer d'un allié comme la France qui elle-même a besoin des Etats-Unis pour contrôler son immense domaine maritime convoité (cf. commentaire de carte)

B. Une gestion complexifiée de l'ensemble : des contenus différents donnés à la présence des grandes puissances.

- **Les rivalités sino-indiennes crispent les évolutions** : l'Inde vit comme une menace les projets de « belt and road » initiative qui multiplie les accès de la Chine à l'océan Indien ; Absente des 2 premiers forums BRI de 2017 et 2019, l'Inde est très peu ouverte à des projets de connectivité avec la Chine. Cette situation confine l'Inde.

Au sous-continent sans accès terrestre direct au corridor eurasiatique ou à l'Asie du Sud Est, ce qui ne peut que conforter le rôle de l'Océan indien et Pacifique par où transitent 90% de leurs échanges internationaux .La Chine en multipliant les ports financés et contrôlés par des capitaux chinois donne à Pékin la possibilité de contrer tout blocus indien , les déficits extérieurs des pays riverains , et leur surendettement sont autant de leviers de la puissance chinoise (Sri Lanka après avoir cédé le port de Hambantota à Pékin pour 99 ans).Ce ne sont pas les projets comme l'International North south transport corridor INTIC reliant Mumbai à Saint Petersburg via Téhéran et Bakou qui rééquilibreront les influences L'Asia africa Growth corridor (AAGC) visant à relier le Japon, l'Océanie ,Asie du Sud Est, l'Inde et l'Afrique est un contrepois à la BRI très théorique !

Les refus de la Chine sont à prendre en compte : l'indopacifique est un concept ignoré jusqu'au document de défense chinoise de juillet 2019. Il est jugé création japonaise (même si le géopoliticien allemand Haushofer l'avait déjà utilisé dans les années 1920), il est vécu comme un arc des démocraties visant à un « *containment* » des ambitions régionales et mondiales chinoises par l'ouest (Inde) le Sud (Australie EU) et l'Est le Japon. Cela n'empêche pas la Chine d'avoir une présence de plus en plus visible dans l'océan Indien tout en faisant de l'Asie Pacifique sa sphère d'influence naturelle.

- **Les visions multiples ne s'articulent pas forcément : 2 visions s'opposent dans ce nouvel ensemble :**

- **une vision militaro diplomatique** qui épouse les contours de l'affrontement sino-américain, la garantie de l'accès « aux biens communs en Asie au travers de la liberté de navigation, et la riposte aux capacités de dénis d'accès chinoises, sinon d'interdiction de zone et repose sur la défense des intérêts et des ambitions de certains Etats dans la région.

La Chine et ses nouvelles prétentions à endiguer cristallisent tous les regroupements régionaux : le dialogue quadrilatéral pour la sécurité ou en anglais **Quadrilatéral Security Dialogue** (QSD ou Quad) est une coopération informelle entre les **États-Unis**, le **Japon**, **l'Australie** et **l'Inde** dans les **années 2000** et 2010 dont la cible est de contrer les velléités expansionnistes de la Chine et est relancé par Joe Biden. Plus encore, **Aukus** nom du pacte de sécurité qui vient de voir le jour entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie en 2021 est un vaste partenariat en matière de sécurité, de cyberdéfense, d'intelligence artificielle et de technologies quantiques destiné à contrer l'influence de la Chine. Le premier chapitre est écrit autour de l'aide à l'Australie dans l'acquisition de sous-marins nucléaires, choix d'abandon de l'achat de 12 sous-marins à propulsion conventionnels (attack) à la France, pour mieux s'intégrer au système de défense proposé par les Etats-Unis. Seule la menace chinoise explique cet accord de transfert de technologie jamais observé depuis 1958 et un accord américano britannique. Accessoirement, la France reste un partenaire clé dans la région pour les Etats-Unis ! La surveillance du pont maritime que représente l'indopacifique relève de la même vision consolidée par la volonté du Japon d'assumer ses responsabilités dans un retour à la normale militaro nationaliste comme l'Inde où le gouvernement nationaliste hindou est en quête de puissance géopolitique.

- **une vision sécuritaire** au sens plus large : prévention du réchauffement climatique, préservation de l'environnement, sécurisation des ressources halieutiques (pêche et huîtres perlières) et minérales (nodules polymétalliques), la solidarité face aux risques. Le rôle de l'Agence Française de développement aux côtés des réseaux croix rouge intervient au travers de la plateforme d'intervention régionale de l'Océan Indien (Piroi) car les pays de l'océan Indien font partie d'une zone très exposée aux risques géologique et climatologique (volcanisme, séismes, glissements de terrain, tsunamis, cyclones, tempêtes tropicales, inondations, sécheresses). Ils sont parmi les premiers touchés par le changement climatique ; l'accroissement de la fréquence et de l'intensité des aléas météorologiques étant l'une de ses conséquences directes. Les populations sont également exposées aux risques épidémiologiques.

Des priorités nouvelles apparaissent, intégrant développement durable quête identitaire et affirmation géopolitique des îles et archipels du Pacifique, sous le terme de « Blue Pacific », issu d'un discours du premier ministre des Samoa Tuilaepa Sailele en Juin 2017, où il reclassait les îlots confettis et petits Etats insulaires comme appartenant à des grands Etats océaniques, ne serait-ce qu'en prenant en compte les ZEE. Le Pacifique reste également l'épicentre de bouleversements environnementaux majeurs ; 7ème continent de plastiques, cette immense plaque de déchets évoluant dans le nord de l'océan Pacifique, de la taille d'un tiers des Etats-Unis ou de six fois la France, gyre du Pacifique Nord et son vortex de déchets faisant 3 fois la taille de la France, pollution nucléaire post Fukushima ou post essais nucléaires comme les 193 essais de Mururoa de 1966 à 1996, pollution chimique dans le prolongement du scandale de Minamata, disparition programmée des atolls coralliens de Kiribati et Tuvalu, effets de la surexploitation halieutique (thon rouge et 33% des espèces marines menacées) et agression des écosystèmes due à l'exploitation des nodules polymétalliques.

C. Les leçons à tirer de ces évolutions géostratégiques asiatiques :

- **Une réalité émerge : l'arrière-plan de la confrontation entre blocs oriental et occidental. N'a-t-on pas une réapparition des blocs comme pendant la guerre froide ?** « Avec des zones d'influence cristallisées et une réduction considérable de l'imbrication des chaînes de valeur » la question est posée de façon prémonitoire par T. de Montbrial dans le dernier rapport Ramsès. Pour le commandant du Pacom créé en 1947, réformé pour devenir l'Indo-Pacific command « *la compétition entre grandes puissances est de retour ... Nous arrivons à un tournant dans l'histoire ... L'Indopacifique est le théâtre d'une compétition géopolitique entre les visions libres et oppressive* ».
- **La crise ukrainienne aura son rôle à jouer. La crise ukrainienne paradoxalement décidera de l'avenir de cette région pacifique** car c'est dans cette guerre au cœur de l'Europe que se décidera la possibilité de faire évoluer les frontières par la force, que seront évaluées les effets de sanctions économiques dans l'interdépendance, que seront balisés les sphères d'influence du bloc occidental Otan et de la Russie et son ami Chinois, que seront relégitimés les alliances américaines bien ballotées après le lâchage des kurdes, le retrait d'Afghanistan. « L'agressivité exacerbée de Moscou contraint les Etats-Unis à se réinvestir sur le Vieux Continent désormais, eux qui entendaient se consacrer à leur affrontement indopacifique avec la Chine, tandis que Pékin voudrait ne pas être forcé de choisir entre son allié russe et ses nombreux clients occidentaux, une des composantes du nouveau désordre mondial » (Alter éco).
- **Une question peut parfois se poser : le basculement asiatique ne serait-il pas un effet d'optique ou tout au plus un rééquilibrage** dont la Chine en est le principal acteur ? Dans la

rebipolarisation, la Chine cherche une suprématie géoéconomique là où la Russie tentait le leadership géopolitique. Mais cette lecture sinisée du nouvel ordre mondial oublie que pour Isabelle Attané «la Chine s'essouffle » face aux projections iréniques, il faut toujours penser au « piège du revenu intermédiaire » qui empêche une partie des pays asiatiques de converger vers le niveau de vie des économies avancées, ou de façon très inégalitaire. Si basculement il y a, il faut qu'il soit capable de se défendre. Or le système géostratégique étatsunien est de loin le plus performant : les Etats- Unis sont la seule puissance militaire globale capable de se projeter (800 bases, 40 Etats, 340000 militaires stationnés, 6 centres de commandement unifiés) et des milliers de mercenaires, des firmes contractantes du Pentagone et le maillage des GAFA. L'échec relatif de la Pax americana ne propulse pas automatiquement l'Asie Pacifique comme remplaçante. La Chine aligne 2 porte-avions contre 12 pour les Etats-Unis et n'a ouvert que récemment sa première base à l'étranger à Djibouti.

NB : autant cette question était légitime au début des années 2000 autant elle se justifie moins en 2022 avec les performances chinoises, son rôle essentiel face au multilatéralisme et l'incapacité à ignorer Inde et Russie, deux décideurs importants du rapport à l'Occident et des enjeux climato économiques.

Au total :

- **Une leçon classique s'impose : l'Importance des espaces maritimes comme espace de projection**, avec l'importance de stratégies intégrant la mer comme levier de puissance (ZEE, valorisation des plateformes littorales, contrôle des détroits stratégiques aménagements nouveaux comme à Panama ou au Nicaragua, industries navales civiles et militaires (sous-marins Nucléaires lanceurs d'engins). L'Importance du Rimland se trouve confortée par les évolutions en cours. Qui peut ignorer qu'en 2021 3,5% du commerce mondial maritime soit 516 Millions de tonnes a transité par le canal de Panama ?
- **Une leçon indirecte peut être tirée** : le Multilatéralisme en crise est la porte ouverte à la multiplication d'alliances et de conflits car indopacifique ou pas ce qui prime aujourd'hui c'est que la zone est devenue une poudrière. La **poudrière asiatique éclipse l'océan de paix Pacifique**, et rend difficile le positionnement de chaque puissance dans la région. La Mer de Chine est un « lac trop agité » (J. Heffer) avec les tensions en mer de Chine orientale (îles Senkaku roc de Socotra méridionale, îles Paracels, îles Spratleys, et Aksei Chin en juin 2020 encore) le bras de fer sur le détroit de Taiwan. L'Asie pacifique n'en est pas au partage de valeurs et est la première zone de remilitarisation du monde. Dès 2005, John Mearsheimer prophétisait : « *Les Etats-Unis et la Chine se lanceront très probablement dans une course effrénée à la sécurité qui aboutira à une forte probabilité de conflit* » : Pour Shinzo Abe leader d'un Japon condamné par sa démographie « *l'Asie est dans une situation comparable à celle de l'Europe en 1914* » avec une coopération régionale minimaliste « une coalescence par le bas » sans institutions multilatérales denses comme l'Union Européenne, le conseil de l'Europe ou l'Otan « *même mort de mort cérébrale* » ... l'Histoire donne à réfléchir sur cette Asie Pacifique comparée à une Europe qui allait ... se suicider en 1914-1918(S Zweig).

PROPOSITION DE CORRIGÉ DE LA CARTE

Pistes de réflexion :

Problématique : une présence régionale est-elle synonyme de puissance régionale ? A quelles conditions ?

- Réfléchir à « la France dans le monde » c'est certes dans le contexte actuel, d'abord cerner sa place en Europe quand ce continent réécrit dans la guerre le pire de son histoire et ce alors même que la France assume au premier semestre 2022 la présidence de l'Union Européenne. C'est aussi réévaluer sa place en Afrique. Mais c'est très vite aussi borner les engagements de l'hexagone dans l'Indopacifique, nouveau cadre de réflexion des rapports de force mondiaux, notion lancée par Shinzo Abe dès 2007, reprise par l'administration B. Obama pour en faire une zone de « containment » de la puissance chinoise en l'isolant des démocraties de la région, un espace qui pour la France est un continuum de Djibouti à la Polynésie française. Les 2 cartes proposées sont extraites du rapport du ministère des affaires étrangères (2021) évaluant et mettant en perspective la place de la France militaire et économique dans cette zone qui intègre deux grands océans et par lesquels transitent les routes majeures entre l'Asie et l'Europe.

- **Une présence :**

La France paraît tout naturellement impliquée car **résidente** : Elle possède des territoires d'outre-mer dans l'océan Indien (Réunion, Mayotte, îles éparses...) et dans l'océan Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française) des ombres portées de son passé colonial. Elle est une **voisine** importante des puissances riveraines. Le tableau suivant (aux chiffres non exigés du candidat dans leur intégralité bien sûr !) suffit à expliquer la présence française et sa spécificité :

- 465422 Km² dans les 2 océans soit une surface supérieure à celle de la Suède,
- 9000 Km² de Zone économique exclusive soit l'essentiel de la ZEE française 2ème du monde,
- Plus de 1,6 millions de Français résidents dans les départements et territoires d'outre-mer l'Indopacifique, auquel on peut ajouter résidents français dans des pays riverains,
- Plus du tiers des exportations françaises hors Union Européenne vers l'Indo Pacifique représentant plus de 40% des importations françaises hors union.

- **Une ambition :**

Jouer un rôle proportionnel à l'influence qu'elle veut avoir dans le monde. De là une présence par **des organismes attachés au soft power français**, au rayonnement culturel, linguistique et économique : l'AFD aide publique au développement pour les pays pauvres, Atout France pour accompagner le développement touristique des pays matures et Business France creuset du développement international des entreprises françaises et de l'attractivité de la France pour les pays émergents.

Mais la France mobilise aussi une **présence militaire** apte à sécuriser la région, lutter contre le terrorisme la prolifération nucléaire. La France stationne plus de 7000 hommes (forces de souveraineté avant tout) dans la région, possède des forces aériennes de

surveillance et de combat et des bases navales. En étant présente dans les EAU au contact des bases américaines, à Djibouti près de la seule base chinoise en Afrique, en Nouvelle Calédonie territoire qui par référendum vient de confirmer son rattachement à la France et en Polynésie française le quadrillage de la zone est opéré.

- **Un jeu diplomatique ? La France a tout comme l'Europe un rôle original à jouer entre la Chine qu'elle a reconnu dès 1966 et les Etats-Unis allié clé de l'atlantisme. C'est l'occasion de montrer une nouvelle voie stratégique** via la gestion de biens communs, la défense de l'environnement, la coopération aussi pour lutter contre le changement climatique, **plus que la voie sécuritaire qui paraît être l'enjeu principal sinon unique pour les Etats-Unis.** Il s'agit d'aller au-delà de la dimension militaire, et comme l'a affirmé Florence Parly à Singapour à l'occasion du Shangri -Le Dialogue de 2019, 5 grandes priorités apparaissent : la sécurité des citoyens, des territoires (ZEE) et des intérêts français, la sécurité des espaces régionaux entourant les outre-mer nationaux (défense coopération militaire renforcée lutte contre les trafics) le libre accès aux espaces communs, comme la mer, l'espace aérien ou le cyberspace, le renforcement des dispositifs multilatéraux, et l'anticipation des catastrophes naturelles, appelées à s'intensifier avec le réchauffement climatique (cyclone Idai au Mozambique par ex en 2019).
- **Une vision récente**, il faut d'abord pour la France faire oublier ses essais nucléaires dans la région, leurs effets, et les dérapages (Rainbow warrior) C'est sous le premier mandat de E Macron que la France a mis en avant son projet avec ses enjeux économiques et environnementaux humanitaires moins directement lisibles comme une confrontation frontale avec les intérêts chinois dans la région. La **France se livre là à un exercice qui confirme son adhésion à un multilatéralisme tempéré**, et elle ne néglige pas non plus de pousser l'Union Européenne à s'impliquer dans la région face aux puissances installées pour assumer sa part dans la lutte contre le terrorisme, les problèmes environnementaux, la prolifération nucléaire...) et les problèmes environnementaux. **La France met en avant sa diplomatie du green power** consolidée par son implication de puissance polaire au protocole de Madrid depuis 1998 ou sa défense de la biodiversité. C'est dans ce cadre qu'elle lutte contre la pêche illicite ou aide les micro-Etats à préserver les ZEE face aux stratégies de flottes de pêche concurrentes.
- **Une urgence :**
 Au regard du travail d'influence diplomatique, et économique de la Chine depuis une quarantaine d'années en direction des « petits » États d'Asie du Sud-Est (Laos, Cambodge) ou même des États plus dimensionnés (Thaïlande, Indonésie) ou des points d'appui comme les îles Salomon, la France (et l'Union Européenne) doivent se mobiliser. L'Indo Pacifique devient d'ailleurs un **marché pour le matériel militaire français** et l'Indonésie comme l'Inde se sont portés acquéreurs de Rafale au même titre que les pays du Golfe ou l'Egypte, permettant de pérenniser la ligne de construction de l'appareil. L'affaire de l'Alliance Aukus (septembre 2021) n'est qu'un des épisodes de la présence française, certes le moins glorieux, puisque l'Australie décide de ne plus acheter (50 milliards de contrat) de sous-marins à propulsion conventionnelle à la France et de s'équiper de sous-marins nucléaires américains, avec transferts (jusqu'où ?) de technologies, et renforcement de l'alliance tripartite : Etats-Unis, Royaume-Uni et Australie. La France a reçu des excuses platoniques de ses concurrents, mais n'a pas rompu avec le *Quadrilatéral security Dialogue quad* (Japon, Inde, Australie et Etats-Unis) pour un exercice commun

naval « la Pérouse » et a relancé les coopérations avec l'Inde et l'Australie dès le 13 Avril 2022.

Mais il y a encore un fossé entre la présence spatiale française et son influence ou sa capacité d'action dans la région !

- **Les enseignements de ces cartes restent très partiels.** On a l'impression d'un inventaire exhaustif de la **présence** française pour se rassurer, in abstracto, d'un état des lieux mais peut-on évaluer à l'aulne de ces cartes la **puissance** française, on peut en douter !
- Très difficile d'évaluer une stratégie au seul regard de localisations statiques d'organismes de coopération ou de positionnements militaires non comparés.
- Très difficile de voir si l'Union Européenne peut être un levier pour cette influence française car elle ne fait que commencer à définir sa stratégie.
- Très difficile d'évaluer l'impact du repositionnement des grandes puissances dans l'affrontement majeur russo-ukrainien, la Russie tentant de pivoter vers l'Asie dans sa confrontation avec l'Occident.
- Très difficile d'évaluer au regard de ce qui est indiqué, les problèmes que la présence française a pu léguer en fonction de son passé dans la région : indépendance canaque après le référendum ultime qui poursuit le rattachement à la France de l'île, problème de la gestion de l'après nucléaire car la région a été un des lieux - essai de la puissance nucléaire militaire française –pollution conséquences sur les populations.
- Difficile de saisir l'Indo pacifique comme un creuset de convoitises car le champ d'analyse des cartes est essentiellement hexagonal.

En tout état de cause, tant la dissertation, que les cartes montrent que le basculement asiatique n'est pas qu'une prophétie auto réalisatrice. Il revêt bien des évolutions, des menaces, des intérêts des adaptations et l'expression de la puissance passe par l'étalonnage des puissances dans la région qui représente 69% de la population mondiale et un tiers du commerce international.